

**Prostitution**  
**&**  
*Groupes communautaires*

**Rencontre nationale TAMPEP**  
**Marseille**

**28 et 29 septembre 2006**

Nous publions aujourd'hui les actes de la rencontre nationale des acteurs de la réduction des risques et de l'accompagnement des personnes prostituées des 28 et 29 septembre 2006.

C'est avec joie que nous vous les transmettons afin de conserver une trace de la richesse et de la dynamique qui l'ont marquée.

Nous remercions encore une fois tous les participants pour leur implication et nous souhaitons que cette rencontre puisse devenir le commencement d'une série de rendez-vous annuels.

Pour l'équipe d'Autres Regards  
Jean-Régis PLOTON  
Directeur

*Autres Regards*

“... la culture est le système qui non seulement rend cohérent l'espace social, mais aussi, et surtout, le système intérieur des individus qui leur permet de clôturer leur espace psychique...”.

Tobbie NATHAN, “L'influence qui guérit”

La vitrine, en couverture, est là pour nous rappeler que la prostitution est victime de l'image que l'on s'en fait. Beaucoup ne s'arrêtent qu'à ce qui se trouve en vitrine, à l'apparence de leur propre désir qu'ils comblent, parfois, contre lequel ils luttent, la plupart du temps. Au final, c'est de notre propre image qu'il s'agit lorsque nous regardons les corps mis en valeur, un amour du faux-semblant.

C'est aussi de cette image qu'il est question dans la répression du racolage, il s'agit de faire disparaître ce qui renvoie à la nature du désir humain. A travers cette apparence, c'est la structure même de la communauté qui est attaquée, ce moment est en effet celui qui permet de tisser des liens, d'asseoir sa place et surtout d'amener du sens à l'activité elle-même. Il agit comme un contenant, un contexte dans lequel le sens de la passe peut s'inscrire. Sans ce premier temps, durant lequel la relation au client pourra s'inscrire dans le cadre de la prostitution, l'acte lui-même perd son sens et se voit renvoyer à sa crudité, au non-sens.

Ce qui faisait de l'acte sexuel une prestation indexée au sens de l'activité prostitutionnelle est renvoyé à la brutalité du contact pulsionnel. Ce qui d'humain traversait cette rencontre éphémère, est renvoyé à un marchandage brutal. Les règles qui donnaient à la personne prostituée le droit de préserver son intimité sont compromises au profit d'une morale bien pensante.

Ces règles, cette Loi et ce communautaire qui limitaient l'impact du service sexuel trouvaient leur origine dans ce temps de racolage où les échanges permettaient de faire exister symboliquement l'acte lui-même, le client et la personne dont même l'absence ne pouvait venir remettre en cause la place. Dans ce contexte, le paiement n'est pas la simple rétribution d'un service, mais le point de fermeture qui vient clôturer le sens ouvert par le racolage. Sans cette boucle, la relation sexuelle ne peut acquérir de sens et se trouve renvoyée à ce qu'elle a de plus violent et d'intrusif. Elle est marchandée, parfois volée et se trouve réduite à une conduite à risques.

C'est là pour nous tous le sens du communautaire, en ce qu'il crée les conditions qui rendent possible la prostitution tout en maintenant la position de sujet. Il ne représente pas uniquement un groupe de personnes, mais l'ensemble de ces trois phases, le racolage, la passe et le paiement, dont l'une implique nécessairement l'autre.

Si nous avons voulu organiser cette rencontre c'est bien sûr pour mieux connaître celles et ceux que nous rencontrons tous les jours, mais aussi pour nous interpellier, ne pas oublier que nous pouvons être victimes d'une image. Ceci était d'autant plus nécessaire que nous constatons des changements importants. Les personnes que nous rencontrions depuis plusieurs années et que nous considérions comme des traditionnelles n'étaient plus aussi majoritaires. Les règles qui organisaient l'activité semblaient de fait se délier. La baisse de l'activité et la difficulté de « bien travailler » augmentaient la précarité. Dans un même temps, nous constatons l'arrivée de nouvelles personnes issues des pays d'Europe centrale venant modifier l'espace prostitutionnel, sa pratique et ses enjeux.

La question du communautaire devenait plus prégnante et nous a amené à reconsidérer l'activité en fonction des groupes de personnes que nous rencontrions. Nous constatons qu'ils avaient leur propre fonctionnement et que beaucoup se fondaient sur une communauté d'origine où la culture avait un rôle prépondérant. C'est ainsi qu'il semblait que l'identité se soutenait de l'appartenance au groupe dont la structure se composait d'un aspect familial, amenant ainsi la question de la filiation, d'un aspect social, mettant en jeu la question de la langue et du rapport à la société, et d'un aspect communautaire résultant d'une affiliation au groupe des personnes prostituées.

Cet aspect structural nous avait particulièrement frappé lors de nos tournées de rue dans le quartier maghrébin de Marseille. Les femmes que nous rencontrions travaillaient souvent en groupe, là même où elles avaient leur appartement. Il nous semblait que la limite entre vie privée, vie familiale et sociale était mal distinguée et que souvent les aspects culturels étaient particulièrement prégnants et impliquaient de notre part d'adapter notre pratique, d'essayer de mieux comprendre les enjeux relationnels, communautaires et sanitaires.

Ce constat ne s'appliquait pas qu'à la communauté maghrébine. Les personnes issues des

pays subsahariens nous donnaient l'impression de séparer davantage, parfois jusqu'au clivage, leur vie privée de leur activité prostitutionnelle. Il était alors difficile d'aborder, avec elles, cette part de leur vie et d'entamer un accompagnement.

De la même manière, les jeunes filles issues des pays d'Europe centrale formaient des groupes séparés, fermés sur eux-mêmes. La question des réseaux, du trafic des êtres humains se posait de manière cruciale, mais aussi celle de la langue et de la différence culturelle. Comprendre ce qui se passait dans la rue passait, au-delà de la relation individuelle, par une approche culturelle. Les plaintes corporelles, le secret, la hiérarchie dans les groupes auront été autant d'aspects dont la compréhension aura été longue et aura nécessité la création de liens privilégiés, la mise en place de suivis et un travail de médiation.

Tout ceci nous amenait à réfléchir à notre pratique et à l'accompagnement que nous proposons.

L'attachement au groupe paraissait si fort qu'il nous semblait important d'utiliser un concept tel que celui d'affiliation. Cette appartenance avait un sens et venait répondre à des événements plus anciens en recherche de contenance. Il fallait donc en tenir compte et réfléchir au contenant que l'association proposait, au passage d'un contenant à l'autre que la notion de transition ne suffisait plus à définir.

C'est en contactant d'autres associations françaises que nous constatons que beaucoup avaient amorcé la même réflexion. Des groupes communautaires s'étaient aussi formés dans les grandes villes et remettaient en cause l'approche généraliste. Certaines associations comme Médecins du Monde-Paris avaient mis en place un projet spécifique en direction des prostituées chinoises, alors qu'à Nantes un projet se tournait vers la communauté nigériane. C'est alors que nous avons décidé, dans le cadre du projet européen TAMPEP de proposer une rencontre nationale où chaque association pourrait exposer un état des lieux, sa pratique et son regard sur la prostitution communautaire.

Hervé LANDA, *psychologue clinicien, Autres Regards*

## Mot d'accueil

*Madame Françoise GAUNET-ESCARRAS  
Adjointe au Maire Déléguée à l'Hygiène et à la Santé  
à la Toxicomanie, au Sida, à la Prévention des risques sanitaires chez l'adolescent*

Madame, Monsieur,

J'ai le plaisir, au nom du Maire de Marseille, de vous souhaiter la bienvenue dans notre Ville. Vous avez eu la bonne idée d'organiser, à Marseille, ces rencontres nationales, dans le cadre du projet européen TAMPEP, des associations intervenant dans le domaine de la santé et de l'accompagnement social des personnes prostituées. Et il s'agira, si j'ai bien lu votre programme, d'établir un état des lieux de la situation de la prostitution par rapport aux différentes migrations.

C'est à la fois un honneur, une fierté et un symbole, pour notre cité, dont comme vous le savez, le brassage des populations venues d'ailleurs est, pour ainsi dire une quasi-identité. Et lorsque Autres Regards, votre association hôte, m'a demandé, en avril dernier, si la Ville de Marseille pouvait soutenir l'organisation de cette manifestation, je n'ai pas hésité une seconde, car les situations que vous tentez d'améliorer au quotidien, par vos actions de proximité auprès de populations particulièrement vulnérables, me touchent tout particulièrement. Et il me paraît effectivement très important de se rassembler pour faire le point et échanger sur ces questions qui touchent à la fois la santé bien sûr, mais aussi l'accès aux soins, l'accès aux droits et la dignité humaine.

Comme vous le savez, depuis plus de dix années, le Maire de Marseille, hors de toute obligation légale, a souhaité, au titre de la Ville, prendre en compte les problématiques du Sida et de la toxicomanie sur le territoire de la commune.

Les 3 principes qui guident notre municipalité depuis lors sont :

- le respect de l'intégrité et de la dignité des personnes,
- la solidarité,
- la globalité de la lutte contre le Sida et les toxicomanies.

Ces principes se déclinent à partir de deux axes prioritaires :

- la prévention (intégrant la réduction des risques),
- l'accès aux droits : l'accès aux soins bien sûr, mais également l'accès au logement et l'accès, heureusement pour certains, à l'insertion ou à la réinsertion professionnelle.

C'est ainsi que la Ville poursuit et développe un partenariat actif avec les institutions et les associations locales dans ces domaines. En effet, la relation de proximité avec la population, qu'entretiennent, dans notre ville, les élus et services municipaux, constitue un atout majeur dans la prise en compte des problématiques locales sur l'ensemble de leurs aspects.

Nous pouvons tous nous féliciter de cette totale coopération qui vise à maintenir le lien indispensable entre les besoins repérés dans la population et les réponses les mieux adaptées.

Vous le savez, la Ville s'est engagée, non seulement à soutenir des associations comme les vôtres dans ce combat qui, hélas, est loin d'être terminé, mais aussi à prendre des initiatives, notamment dans le champ de la réduction des risques.

Cet engagement, nous avons à cœur de le maintenir et de le développer, en soutenant et contribuant aux actions entreprises notamment par le secteur associatif.

C'est dans ce cadre que la Ville de Marseille est partenaire et soutient, depuis le début, je

crois, Autres Regards, financièrement évidemment, car c'est « le nerf de la guerre » par une subvention annuelle d'environ 30 000 €, pour les actions de réduction des risques auprès et avec les personnes concernées, mais aussi, et c'est peut-être moins évident, souvent par le soutien à des initiatives innovantes, telles que des états des lieux ponctuels sur les jeunes, il y a quelques années ou sur les migrants cette année. C'est aussi le soutien technique régulier, de proximité, apporté par la Mission Sida Toxicomanies.

Il est à noter, comme vous le savez, une certaine lassitude de la population face à la répétition des messages de prévention quant aux risques de contamination.

L'on sait, par ailleurs, les enquêtes épidémiologiques nous l'indiquent, qu'il n'y a pas, hélas, d'égalité dans l'accès aux soins au dépistage et à la prévention, qu'il s'agisse du sida, des hépatites ou des infections sexuellement transmissibles, et que nous avons bien des efforts à faire pour que les populations les plus vulnérables puissent avoir un réel accès.

Il est en effet essentiel de maintenir la vigilance de chacun en toutes circonstances.

Faire le point sur la situation de la prostitution des personnes étrangères migrantes est, hélas, tout à fait d'actualité et il suffit de faire le tour nocturne de la ville en voiture, sur certains axes routiers de Marseille intra-muros pour s'en rendre compte, notamment par la présence relativement retardée à Marseille par rapport à d'autres villes de notre région, de personnes venues de l'Est, souvent très jeunes. C'est aussi, et cela c'est Autres Regards qui nous l'apprend, le cas pour d'autres types de prostitutions, pour d'autres personnes déambulant en Centre Ville, « les marcheuses », qui semblent venir davantage des pays méditerranéens, et qui sont donc moins visibles aux « profanes », si j'ose dire.

C'est le sens, je crois, de ces rencontres nationales qui débutent aujourd'hui.

Je vous remercie d'avoir choisi Marseille pour l'organisation de ces rencontres et souhaite un plein succès à vos travaux, qui, je n'en doute pas, permettront d'améliorer, d'adapter, les mesures à prendre face à une réalité particulièrement évolutive. J'y serai particulièrement attentive.

## Vision Européenne des changements du paysage prostitutionnel

*Licia Brussia, Responsable du projet TAMPEP  
Tampep International Foundation*

Je voudrais vous présenter aujourd'hui un court compte rendu des résultats donnés par l'évaluation TAMPEP faite dans les 25 pays européens.

Pour commencer, je voudrais vous donner des précisions sur la méthodologie employée pour faire cette évaluation à l'échelle européenne.

500 partenaires ont répondu aux questionnaires dans 25 pays différents et la couverture de l'enquête a été nationale pour chaque pays. Ces partenaires sont tous en contact avec les personnes prostituées.

Il faut noter cependant que les données sont seulement des tendances et non des chiffres exacts. Elles sont basées sur les chiffres recueillis par les partenaires au niveau national. Or la forte évolution de la prostitution indoor et des différentes communautés nous montre que les chiffres ne sont pas tous connus.

Ces trois jours ont donc permis d'essayer de répondre plus facilement à cette évolution et de donner une meilleure analyse qualitative.

Les résultats des questionnaires au niveau européen sont les suivants:

La prostitution apparaît être essentiellement féminine avec 86% de femmes contre 8% d'hommes et 6% de transgenres. Cependant, il existe beaucoup de projets concernant les hommes et les transgenres donc les pourcentages de ces deux dernières catégories sont certainement sous-estimés.

Dans les 15 pays de la « vieille Europe », les personnes migrantes prostituées représentent en moyenne 68%, avec une échelle allant de 80% de migrants dans quatre pays (dont la France) à 37% au Royaume Uni.

Concernant les nouveaux pays européens, dans les quatre pays d'Europe Centrale (Bulgarie, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie), les migrants représentent en moyenne 23% des personnes prostituées, avec une échelle allant de 37% en République Tchèque, 31% en Bulgarie, à 5% en Slovaquie.

Dans les Etats Baltes, il y a une moyenne de 12% de personnes migrantes prostituées, dont environ 15% en Lettonie et Lituanie et 5% en Roumanie et en Estonie (les personnes prostituées sont à 80% d'origine russe).

La prostitution en Europe concerne 50 nationalités. Les plus rencontrées sont les suivantes : russe, ukrainienne, roumaine, bulgare, nigériane, polonaise, biélorusse, brésilienne, thaïlandaise, lituanienne, hongroise et slovaque.

Concernant la mobilité des personnes, le pourcentage de personnes prostituées ayant déjà travaillé dans un autre pays, voire même dans 4 ou 5 autres pays Européens ou à l'extérieur de l'Europe, est en moyenne de 47% pour les personnes migrantes (originaires d'un autre pays que celui où elles travaillent) et de 28% pour les personnes travaillant dans leur pays d'origine (personnes prostituées dites « nationales »).

Le chiffre de 28% correspond à la moyenne des personnes d'origine européenne qui ont déjà travaillé dans un autre pays européen que le leur. Ce phénomène est très nouveau. Il est de 3 à 4 fois plus important qu'il y a 3 ans.

De plus, on constate que la mobilité est plus grande à l'ouest de l'Europe qu'à l'est. La mobilité des personnes prostituées travaillant dans leur pays d'origine est de 25% au Sud ;

28% à l'est ; 25% au nord et 37% à l'ouest. Quant à elle, la mobilité des personnes prostituées migrantes est de 31% au Sud ; 26% à l'est ; 54% au nord et 78% à l'ouest.

Quant au lieu de travail, le grand changement de ces dernières années est l'énorme augmentation du pourcentage de personnes prostituées travaillant à l'intérieur. Concernant les migrants, 26% travaillent dans la rue et 74% indoor (c'est à dire à l'intérieur, dans des lieux cachés). Les personnes prostituées nationales travaillent plus dans la rue (37%) mais elles sont 63% à travailler indoor. De plus, ces chiffres sont sous-estimés en ce qui concerne la prostitution indoor, parce qu'il est souvent difficile d'accéder au lieu de travail de ces personnes.

La première raison de ce changement de lieu d'activité est le renforcement de la politique concernant la prostitution et l'augmentation des répressions mais ce n'est pas l'unique raison.

Voici un aperçu des différents lieux de travail:

	Lieux	Nationaux	Migrants
<i>Outdoor</i>	Rues	28%	23%
	Autoroutes et routes	9%	3%
<i>Indoor</i>	Appartements	20%	20%
	Clubs et bars	12%	22%
	Salons de massage	10%	7%
	Vitrines (Hollande, Belgique, Belgique)	2%	4%
	Escortes	5% (40% en Belgique)	8%
	Bordels	12%	11%
	Non connu	2%	2%

Concernant les conditions de travail, la plupart des personnes prostituées migrantes travaillent pour d'autres personnes alors que la majorité des personnes prostituées nationales travaillent pour elles-mêmes. En Europe de l'Ouest, il est plus courant de voir les migrantes travailler pour elles-mêmes.

Mais le lien de dépendance n'est jamais facile à délimiter : la location d'un appartement est plus cher pour les migrants que pour les nationaux, il y a également la nature de la relation avec les « collègues » qui peut porter à confusion...

Concernant la somme d'argent que les personnes gardent pour elles lorsqu'elles travaillent pour d'autres (le problème est de savoir qui est l'autre : le propriétaire de l'appartement, du bar...), les nationales gardent 60% de leur argent et les migrantes 38%.

Enfin, les principales causes de vulnérabilité sont les suivantes : l'usage de la drogue, l'absence d'usage du préservatif mais surtout la violence qui est partout et pour tous un très haut facteur de vulnérabilité.

## Conclusion

On peut en tirer quelques grandes conclusions. Il existe une grande évolution entre la prostitution outdoor (extérieure) et la prostitution indoor. Cette dernière augmente énormément, d'où l'importance d'adapter les moyens de prévention pour ces personnes.

Cette évolution est une des conséquences des effets des différentes politiques répressives. Il est important de noter qu'il ressort des enquêtes que les politiques répressives des

différents pays européens n'ont pas eu pour effet de diminuer la prostitution, bien au contraire, elles l'ont cachée...

Deuxièmement, le nombre de nationalités rencontrées augmente : il y a aujourd'hui 50 nationalités différentes.

Ceci est lié au fait qu'il existe de nouveaux modèles de migration (qui concernent aussi les ressortissants de l'UE) et une plus grande mobilité, à la fois européenne, interne et entre les frontières.

Enfin, concernant la poursuite de ce projet, une candidature pour Tampep 8 a été déposée et la réponse devrait être connue bientôt. Le projet commencerait en janvier 2007 et finirait en décembre 2009.

Dans le cas d'une réponse négative, tous les partenaires du réseau ont fait le choix de continuer dans le sens des relations formées par Tampep, ou au moins d'essayer de garder des relations de partenaires.

[NDLR : Le projet est entré en procédure de pré-négociation mi mai 2007.]

## **Présentation des ateliers et évolution de la prostitution**

*Catherine BARBE, Directrice - France ARNAUD, Coordinatrice  
Les Amis du Bus des Femmes*

Les Amis du Bus des Femmes, déclarée en juin 1994 au Journal Officiel, est une association d'Actions Communautaires de Santé.

Créée en 1990, à Paris par des prostituées, sa principale action est de travailler avec et pour les personnes prostituées, afin de leur permettre notamment de défendre et de promouvoir leurs droits et leur dignité, de mettre en place des actions communautaires de santé, telles que la prévention de l'infection par le VIH, les hépatites et les Infections Sexuellement Transmissibles, d'élaborer des actions favorisant leur insertion dans tous les domaines de la société (santé, vie familiale, sociale, professionnelle,...).

L'objet de l'association est également de lutter contre la traite des êtres humains en portant assistance, en défendant et en protégeant les victimes de la traite aux fins d'exploitation sexuelle, majeures ou mineures, et ce quelque soit le lieu.

Les objectifs de l'association s'inscrivent dans le respect des itinéraires et les choix de vie des personnes : assurer un contact permanent avec l'ensemble du milieu prostitutionnel de la rue ; pouvoir, grâce à l'écoute, recueillir et analyser leurs demandes et leurs besoins afin d'élaborer avec elles leur projet de vie ; maintenir et développer un contexte qui favorise la participation des personnes prostituées, et avec elles d'élaborer et de mettre en place des actions et projets collectifs à la communauté ; et faciliter aux personnes de la communauté l'utilisation et l'accès à l'ensemble des structures de droit commun.

### **La création des Ateliers**

Les nouveaux locaux ont permis, en 2005, de concrétiser la mise en place d'ateliers. Ceux-ci permettent de créer et de maintenir un lien avec des personnes de la communauté : femmes isolées, transsexuels, jeunes victimes de la Traite des Etres Humains.

#### **- L'atelier de français**

La formation linguistique est une formation de base qui recouvre des activités variées telles que l'insertion sociale et professionnelle, la remise à niveau, la lutte contre les discriminations...

La caractéristique commune des publics accueillis est la non maîtrise de la communication écrite et/ou orale ou plus largement des « savoirs de base » qui constituent les savoirs minimum exigés dans notre société pour s'insérer socialement et professionnellement. L'objectif principal de cet atelier est de permettre aux usagers de se débrouiller en français au quotidien.

#### **- L'atelier informatique**

Il a été créé en décembre 2004, suite à un besoin exprimé par des personnes de la communauté en recherche d'emploi et conscientes de la nécessité de maîtriser l'outil Internet et d'appréhender les bases de Windows. Les ateliers se déroulent au rythme d'un rendez-vous par semaine et par personne variant de 1h à 1h30, en fonction des besoins et des demandes des personnes. Les ateliers sont réalisés en cours individuel ou en binôme.

#### - L'atelier couture

Mis en place depuis 2002, l'atelier couture est un espace d'échange sur la broderie, le tricot, le crochet et la couture. L'association a fait l'acquisition en 2004 de trois machines à coudre ; des entreprises locales sont sollicitées pour les fournitures (tissu, fil, aiguilles,...). Cet atelier, animé par une professionnelle, se déroule une fois par semaine le mercredi après-midi.

#### - L'atelier Culture du Cœur

Un partenariat avec cette association (créée dans le cadre de la loi de 1998) permet de mettre des places de spectacle à disposition du public. Une permanence a lieu tous les mercredis après-midi à l'association.

#### - L'atelier cuisine

Il a été créé face à une volonté de personnes de la communauté de faire connaître leur culture à travers la préparation de recettes de leur pays.

Ce travail permet aussi d'aborder des points en éducation alimentaire : Qu'est ce qu'un repas équilibré ? Comment varier son alimentation ? Un lien avec l'aspect financier est également fait : Que faut-il acheter pour bien manger avec un budget limité?

#### - L'atelier arts plastiques

En partenariat avec le service des publics du champ social du Musée du Louvre, cet atelier est réalisé par l'association Les Commun'Arts et simultanément auprès de deux autres associations : La Maison dans la rue et, Espoir Goutte d'Or. L'objectif est de proposer un accès à la culture et à la pratique artistique. Les activités artistiques mettent en lumière les compétences et les savoir faire des participants.

### **Les évolutions depuis la Loi sur la Sécurité Intérieure**

Dès son vote, la Loi sur la Sécurité Intérieure (LSI) a été appliquée avec force.

Les personnes prostituées et les victimes de la Traite des Etres Humains sont, par la loi, devenues délinquantes et sont considérées comme des menaces pour l'ordre public.

On assiste à une évolution des pratiques de l'activité prostitutionnelle accompagnée d'une grande mobilité des personnes. Ceci est dû principalement à la répression policière, trop souvent d'une grande violence. A Paris a été créée une brigade spéciale, l'Unité de Soutien aux Investigations Territoriales (USIT), chargée de poursuivre pour racolage les personnes prostituées : verbalisation à outrance, mise en garde à vue sans forcément respecter le droit des personnes... (Cf. le rapport de la LDH 2006).

Outre la difficulté d'exercer leur activité, plongeant une grande partie de la communauté dans la précarité, la LSI en a contraint beaucoup à s'exiler dans les forêts de la grande banlieue parisienne. Aujourd'hui, les personnes sont amenées à s'isoler de plus en plus afin de pouvoir continuer à travailler, au risque de se mettre en danger. En effet, elles sont aussi fréquemment victimes de violence de la part, soit de clients, soit de bandes.

Pour continuer à aller au devant des personnes prostituées, outre notre présence maintenue sur Paris, nous avons mis en place deux nouvelles permanences : Fontainebleau Sénart dans le 77 et Saint Germain en Laye dans le 78.

Que ce soit sur Paris ou en grande banlieue, la LSI rend le travail de prévention difficile, les personnes étant plus mobiles et vivant un stress permanent, en situation parfois de survie au quotidien, qui ne leur permet pas d'être réceptives.

Les femmes rencontrées dans la forêt de Fontainebleau Sénart sont principalement

originaires des pays de l'est de l'Europe (et surtout de la Roumanie), d'autres du Cameroun, du Nigéria et quelques Françaises. Les personnes exerçant dans la forêt de Saint Germain sont pour la plupart des transsexuels et des travestis originaires des pays d'Amérique du sud.

### **Questions - Débats**

*Hervé Landa, Autres Regards* - Quel type de personnes vient aux ateliers proposés ?

*France Arnaud, Catherine Barbe, Les Amis du Bus des Femmes* - Ce sont les personnes que nous rencontrons lors des tournées qui viennent aux ateliers. Par le biais de ces ateliers, elles viennent au local.

*Raphaël Seine, AIDES Bordeaux* - Les ateliers vous permettent-ils de parler santé ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - Dans l'atelier communication, nous abordons des thèmes sur l'anatomie, le corps, mais aussi des sujets très différents comme « comment on prend le métro ». C'est très varié, et ça marche très bien.

*Michèle Bouedec, Amicale du Nid* - L'Amicale du Nid (ADN) propose aussi des ateliers. Ils permettent de rencontrer des gens, en plus de l'apport d'information. Nous proposons des ateliers de chant, d'expression culturelle. C'est un début de communication avant de passer à autre chose. Au-delà de chaque interlocuteur, il y a un début de partage, comme faire de la cuisine ensemble par exemple.

*Les Amis du Bus des Femmes* - C'est vrai que l'on voit le résultat assez vite.

*Lionel Grand, Cabiria* - J'entends qu'il y a des communautés, des populations, des personnes avec lesquelles il est difficile de rentrer en contact. Pourquoi est-ce si difficile ? Nous n'avons pas ce problème.

*Les amis du Bus des femmes* - Nous rencontrons beaucoup de problèmes avec la communauté asiatique surtout à cause de la langue. Mais lorsque le barrage de la langue est dépassé, c'est une personne à part entière.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Comment dépassez-vous la barrière de la langue ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - Nous avons des personnes à l'association qui parlent des langues différentes.

*Lydiane Colombet, Autres Regards* - Faites vous des tournées de rue ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - Oui plusieurs jours dans Paris. Mais ça a beaucoup changé, la prostitution est plus cachée depuis la loi Sarkozy : dans les bars, les appartements, les maisons closes, sur Internet, au téléphone. La population prostituée n'a pas diminuée, elle est toujours aussi nombreuse mais on la voit moins. A Paris, il y a aussi beaucoup de femmes qui travaillent dans les foyers sociaux pour survivre (rapport LDH sur violence).

*Licia Brussia, Tampep International Foundation* - Comment sont organisés les ateliers ? Avec toutes les nationalités mélangées ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - Oui et non, il faut qu'elles aient à peu près le même niveau. Pour l'instant nous avons deux niveaux avec sept ou huit personnes par ateliers.

*Licia Brussia, Tampep International Foundation* - Avez-vous une idée de comment sont organisés les appartements ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - C'est difficile de savoir, parfois il existe un intermédiaire, parfois c'est direct.

*Virginie Monk, Entr'actes Lille* - La demande d'ateliers est-elle partie du public ou de l'association ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - Au départ, il y avait un atelier emploi à la demande des personnes. Elles avaient envie de se réorienter, de faire quelque chose en plus, de savoir où elles en étaient. Puis, la conseillère emploi s'est rendue compte que plusieurs ne maîtrisaient pas la langue française : c'était la base nécessaire pour trouver un emploi. Nous avons donc demandé aux personnes si elles viendraient aux ateliers, s'il y en avait.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Les filles de l'est travaillent-elles de plus en plus « indoor » ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - Nous ne les voyons pas beaucoup. Celles que l'on voit, ce sont celles qui travaillent en forêt. Mais il y a de la violence de la part des clients, des jeunes, de la police... et également de l'agressivité entre elles. Elles s'isolent de plus en plus, elles ne travaillent plus en petit groupe.

Le long des Bois (dans les départements 77 et 78), il y a des bites sur les trottoirs pour empêcher les gens de se garer. Les femmes travaillent à pied, car les camions sont interdits. Nous avons de moins en moins accès à ces personnes. Donc le Bus va faire des repérages. Dans les Bois, les personnes prostituées se repèrent grâce à des couleurs, des sacs bleus, blancs... Nous y rencontrons des personnes de nationalité roumaine, bulgare et nigériane sur le département 77, et des femmes camerounaises. Sur Saint Germain en Laye, nous rencontrons des personnes d'Amérique du sud, des nigérianes, des filles de l'est. Il y a également des femmes de 40 ans que l'on ne voyait pas avant.

*Michèle Bouedec, ADN* - Quelles demandes avez-vous en priorité ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - Les problèmes sont souvent le logement, surtout sur Paris. Elles viennent aussi car elles en ont marre : à l'association c'est un temps d'écoute, elles se posent. Elles ont besoin de souffler. Certaines font des démarches pour leurs papiers. Nous avons aussi des demandes concernant les grossesses : cela revient pour les nigérianes et les équatoriennes.

*Claudia Anjos-Cruz, Prévention Action Santé Travail pour les Transgenres (PASTT)* - Les femmes commencent-elles jeunes ? Pourquoi s'arrêtent-elles ?

*Les Amis du Bus des Femmes* - Souvent quand les femmes arrêtent de se prostituer, elles repartent dans leur ville. Certaines créent des commerces. Concernant les personnes Maghrébines à Barbès, ce sont des dames d'un certain âge, qui ne se reconnaissent pas prostituées ; même s'il y a un acte de prostitution, leur discours est le suivant « ce sont des amis », « ils me payent mon loyer, me donne de l'argent pour les enfants ». On n'en voit pas beaucoup à l'association. Elles venaient surtout pour les colis alimentaires, nous avons du mal à rentrer en contact avec elles. Mais il faut trouver les codes. On retrouve beaucoup cela pour les femmes maghrébines arrivées tard dans la prostitution.

## **La prostitution chinoise à Paris**

*Maura Fenotti, chargée de la mission – Marie Debrus  
Lotus Bus, Médecins du Monde Paris*

Médecins du Monde assure depuis l'année 2000 plusieurs programmes auprès des personnes se prostituant ou en contact avec elles. La structure mène un travail auprès des personnes prostituées les plus vulnérables qu'elles soient victimes de trafic ou non, dans une logique de Réduction des Risques, dans le non jugement, sans adopter les notions de abolitionnisme, prohibitionnisme et réglementarisme.

On compte à ce jour 6 programmes (Nantes, Rouen, Le Havre, Montpellier, Paris, et Metz.).

### **Bref historique de la mission Lotus bus**

L'action auprès des femmes chinoises se prostituant à Paris a démarré en octobre 2002 lors des permanences du Programme de Réduction des risques (Programme de Proximité en Milieu Urbain ou PPMU) à Château Rouge et à Strasbourg Saint-Denis. Elle s'est ensuite étendue au site de Belleville (septembre 2002). Des bénévoles parlant chinois se sont alors intégrés au programme existant.

Toutefois, il est vite apparu que les moyens du PPMU et les réponses proposées étaient insuffisants, compte tenu de la complexité des besoins de cette population en terme de Réduction des Risques et d'accès aux soins, et de l'absence de prise en charge de cette population par le dispositif socio-sanitaire institutionnel et associatif parisien. Il est apparu nécessaire de développer un programme spécifique auprès de ces femmes.

Tout au long de l'année 2003, la mission a fonctionné en s'appuyant sur les moyens du PPMU et du Centre d'Accueil, de Soins et d'Orientation (CASO), mais avec sa propre équipe de bénévoles sinophones. Le temps consacré par ces deux missions au projet auprès des femmes chinoises se prostituant est estimé à 10% pour le PPMU et à 5% pour le CASO (appui du secrétariat et des coordinatrices, intervention du médecin du PPMU une soirée par semaine, participation de l'équipe accueillante et médicale du CASO lors des permanences avec un interprète chinois).

En janvier 2004, la mission baptisée Lotus Bus s'est vue dotée d'un budget propre, mais a maintenu son travail en complémentarité avec l'équipe du PPMU et du CASO. C'est la pluridisciplinarité de cette équipe et la mise en commun de ressources variées qui permet de s'adapter au mieux aux besoins de cette population.

Le travail d'intermission apparaît comme un réel atout : proximité et confiance avec les femmes chinoises, délivrance de messages de prévention, réalisation croissante d'entretiens médicaux, orientation vers le CASO de MDM pour l'ouverture de droits sociaux, accompagnement vers les structures hospitalières.

Sur l'année 2006, l'équipe se compose d'une vingtaine de bénévoles (médecins, animateurs RDR, interprètes), de deux RM bénévoles et d'une salariée à temps plein (chargée de projet).

Les lieux de permanences en 2006 sont les suivants:

- Strasbourg Saint Denis : Le lundi soir de 20h30 à 22h30
- Porte Dorée : Le mardi après-midi de 16h30 à 18h30 sur le premier semestre 2006 puis de 12h à 14h à partir d'octobre 2006, une fois tous les 15 jours
- Crimée : Le mercredi soir de 20h30 à 22h
- Belleville : Le mercredi soir de 22h15 à 23h30
- La permanence à Château Rouge est actuellement suspendue
- Permanences fixes au CASO (centre d'accueil de soins et d'orientation) de Paris 2 fois par

semaine ;

Pour l'instant nous nous occupons de la prostitution de rue.

## **La prostitution chinoise**

### - Présentation de la migration chinoise

Depuis 1998, une nouvelle vague de population chinoise émigre vers la France, à laquelle nous nous intéresserons de plus près puisqu'elle est la cible de notre programme : les Chinois des métropoles du nord-est de la Chine, dit « Dongbei ». Cette arrivée coïncide avec la privatisation des entreprises d'Etat en Chine qui crée une nouvelle catégorie de laissés-pour-compte. Aux suppressions massives d'emploi s'ajoute un désengagement social du gouvernement (logement, éducation, santé,...). Les régions du nord-est (Liaoning, Heilongjiang, et Jilin) sont les plus touchées par le chômage et ces individus instruits, habitués à un niveau de vie moyen se retrouvent soudain en marge de la société.

L'espoir d'une réintégration est souvent vite anéanti par de trop nombreux obstacles (manque d'expérience dans le domaine du commerce, secteur étatique bouché, absence de réseaux de relations précieux en Chine...). Les divorces sont fréquents, et ce sont les femmes qui se sentent les plus touchées par ce véritable « déclassé social et affectif » sans aucune perspective d'amélioration. Notons que l'accroissement des frais de scolarité constitue également un facteur migratoire important pour cette population. Les femmes sont souvent mères de famille d'un enfant unique, adolescent ou plus âgé et la maigre pension touchée suite à leur licenciement, voire l'absence totale de revenu, ne saurait couvrir les frais de scolarité exorbitants réclamés en Chine. Ces femmes décident alors, seules, de tenter leur chance ailleurs, notamment pour assurer la scolarité de leur enfant en Chine

.Au contraire de la migration de regroupement des Wenzhou c'est une migration de rupture. Son profil est d'ailleurs différent de celui des autres migrants chinois. Il s'agit souvent d'individus âgés de 35 à 45 ans (avec une majorité de femmes), et comme ils sont les premiers de leur famille à émigrer, ils ne bénéficient d'aucun réseau de relations en France pour les aider, pays dont ils n'ont d'ailleurs que de vagues connaissances jusqu'à leur arrivée. La situation est beaucoup plus difficile pour eux, ils sont isolés des autres communautés, souvent rackettés

### - Profil des migrantes et caractéristiques de l'activité prostitutionnelle

Les femmes rencontrées sont arrivées seules en grande majorité, récemment en France. Elles se sont fortement endettées pour venir. Au départ, elles ne sont pas venues en France dans l'intention de se prostituer. Certaines, avant de se livrer à cette activité ont travaillé comme nourrice chez des familles du sud de la Chine installées en France et ont préféré quitter cet emploi sans liberté et mal payé. D'autres ont travaillé dans la confection, sans garantie du versement d'un salaire. Certaines se prostituent en plus de leurs autres activités.

### - Facteurs de vulnérabilité

Elles sont complètement coupées du système médico-social existant: la méconnaissance du français par ces femmes entraîne de fait un isolement, renforcé par le fait que très peu de structures disposent d'interprètes. Il n'y a pas un seul CDAG à Paris qui dispose en permanence d'interprètes en mandarin et les rares permanences organisées dans les hôpitaux ne concernent que certains services et sont débordées. Les associations franco-chinoises qui sont en contact avec ce public n'ont pas les outils nécessaires pour travailler dans le domaine de la prévention et de l'accès aux soins. Les associations à destination des personnes prostituées ne disposent pas des interprètes/médiateurs qui leur permettraient de communiquer avec ces femmes. Enfin, les « réseaux d'entraide » de la communauté chinoise de Paris sont souvent détournés. Ils exploitent l'ignorance de ces personnes en diffusant de fausses informations concernant le système sanitaire et social français ; de plus,

ceux-ci se font rémunérer pour toute démarche.

#### - Violences

Les violences faites aux femmes chinoises se prostituant sont nombreuses. Les violences et pressions policières sont les plus importantes se traduisant par de fréquentes arrestations. La visibilité et la pression policière augmentent considérablement la vulnérabilité des femmes (réduction du temps de négociation et d'évaluation des clients par les femmes...). Elles font également fuir les femmes ou les incitent à ne monter que très rapidement dans le bus. D'où des temps d'échange très réduits et la tension des femmes, moins réceptives aux messages de prévention.

Il existe également de la violence de la part des clients, qui se présentent comme d'éventuels protecteurs, ou de petits délinquants.

Enfin, la stigmatisation de ces personnes renforce le mépris exprimé à leur rencontre par d'autres femmes se prostituant.

#### - Mauvaises connaissances en matière de transmission VIH/IST

Celles-ci sont très mal informées sur le VIH/IST. En arrivant de Chine, elles s'estiment peu concernées par l'infection à VIH. Si elles en connaissent les modes de transmission, des questions et des idées fausses demeurent : certaines pensent qu'elles peuvent voir si leur client est atteint du VIH, d'autres ne savent pas qu'il existe des risques de transmission lors d'une fellation, etc. Elles semblent utiliser des préservatifs régulièrement mais ne savent pas le poser et le gel n'est pas connu du tout (beaucoup de cas de ruptures de préservatifs nous ont été rapportés).

En effet, elles font partie d'une tranche d'âge (35 – 49 ans) qui en Chine n'a jamais eu accès à des informations sur les IST et le VIH.

### **Les actions du Lotus Bus**

Les objectifs de notre intervention sont les suivants : favoriser des comportements préventifs et des démarches de soins en améliorant la connaissance des femmes en matière de VIH, IST, hépatites ; promouvoir l'accès à la prévention et aux soins au sein du réseau institutionnel et associatif ; renforcer les connaissances et habilités des femmes chinoises pour utiliser le système médico-social et juridique français de droit commun ; et favoriser l'apprentissage de la langue française dans une perspective d'autonomie.

Nous avons trois volets d'action : le volet médical, le volet social et le volet écoute.

Au niveau médical, nous organisons des entretiens médicaux et orientations à partir du bus en fonction des besoins exprimés et si elles ont ou pas une couverture maladie (à l'aide de documents traduits et adaptés), des consultations médicales au CASO. Concernant la prévention, les thèmes (utilisation du matériel de prévention à l'aide des démonstrations, transmission de messages concernant le VIH et les IST, procédure en cas de rupture de préservatif, l'hygiène, la contraception etc.) sont abordés de façon régulière, mais nous choisissons aussi une « thématique du mois » : par ex. l'hépatite B, la syphilis, la toilette intime, la tuberculose, les vaccins, le suivi gynécologique ... Les thèmes peuvent être choisis aussi en fonction des caractéristiques de cette population et du contexte de provenance (comme pour le mois du « vaccin »). Les messages de prévention sont délivrés aussi à l'aide de certains supports comme des documents traduits en langue ou se basant sur une représentation visuelle, comme l'affiche de l'association Aides.

Nous organisons et réalisons également des accompagnements dans les structures sanitaires (à cause de la barrière linguistique et de la méconnaissance du système médico-social français) : information, prise de rendez-vous, suivi médicale, traduction, soutien.

Au niveau social, nous proposons des entretiens socio-juridiques (parfois à l'aide de matériel traduit), des orientations sociales (la plupart concernent la couverture maladie) ou juridiques et des accompagnements (préfecture, bureau de l'aide juridictionnelle ...).

Enfin, le volet écoute nous interroge sur la pertinence d'aller au-delà de l'écoute pour répondre aux souffrances psychologiques des femmes, sachant que cela passerait forcément par une traduction.

Nous souhaitons renforcer l'organisation de réunion d'informations.

Voici quelques chiffres pour l'année 2005 :

Nous avons fait 185 permanences et établis 5251 contacts sur l'unité mobile. Nous avons rencontré environ 300 femmes chinoises (c'est une estimation). Leur âge moyen est de 40 ans (35% âgée de 40 à 44 ans, 26,6 % entre 35 et 39 ans et 20,2 % entre 45 et 9 ans).

Nous avons fait 209 démonstrations d'utilisation du matériel, 176 orientations sociales (antenne mobile), 160 orientations médicales (antenne mobile), 290 visites de femmes chinoises au CASO, 323 actes réalisés au CASO (dont 36 consultations médicales) et 88 accompagnements.

### **Perspectives**

Nous envisageons de mettre en place des ateliers d'informations pour 2007. Nous allons commencer par une fréquence mensuelle, puis nous espérons atteindre une fréquence bimensuelle ou hebdomadaire au cours de l'année. Nous souhaiterions que les femmes se réapproprient le plus possible cet espace de paroles. Les thématiques abordées pourront être très larges : la violence, les droits en cas d'arrestation ou de contrôle, le droit au séjour, le système de santé français, les IST, le sida, l'hygiène, etc. Nous souhaitons adopter une approche très ludique avec l'utilisation et la création de jeux pour favoriser les échanges et les discussions.

De plus, nous souhaitons développer et renforcer nos partenariats. En effet, pour mieux répondre aux besoins des femmes chinoises qui dépassent de loin notre champ d'action, un des axes prioritaires pour l'année 2007 est de renforcer les partenariats existants et de développer de nouveaux partenariats, notamment au niveau social et juridique.

Enfin, nous allons élaborer un nouveau recueil de données. Celui-ci ne se fera pas automatiquement mais de manière ponctuelle sur une période déterminée.

Les grands axes de ce questionnaire seront probablement autour : des besoins exprimés (ou de leurs motivations à venir sur le bus) ; des conditions d'habitation ; de leur situation juridique ; des difficultés rencontrées dans l'accès aux soins et aux droits ; de leur état de santé général, de leur suivi gynécologique, du dépistage ; de leurs pratiques prostitutionnelles (utilisation du préservatif lors de rapports avec pénétration, lors des fellations, etc. utilisation de gel lubrifiant, quoi faire en cas de rupture du préservatif, etc.).

## Questions - Débats

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* – Y a-t-il un problème de violence, de traite ?

*Maura Fenotti, Lotus Bus, Médecins du Monde Paris* - À notre connaissance, il n'y a pas de problème de traite. Des agences font venir les femmes mais pas forcément dans le cadre de la prostitution. Mais il y a beaucoup d'autres violences : des viols, agressions, racket, de la part des clients, de « vrais faux policiers ». Les temps d'entretien dans le Bus se sont raccourcis car elles sont stressées.

*Raphaël Seine, AIDES Bordeaux* - Ont-elles vraiment un sentiment d'appartenance à la communauté chinoise entre personnes qui se prostituent ?

*Maura Fenotti, Lotus Bus, Médecins du Monde Paris* - Il y a une solidarité mais elle est payante. Elles se retrouvent entre elles mais ce n'est pas organisé. Il est difficile de travailler avec elles, elles sont toujours dans l'urgence.

*Cécile Condominas, Funambus Médecins du Monde Nantes* - Comment travaillez-vous ? Avec un interprète, un médiateur ?

*Marie Debrus, Lotus Bus, Médecins du Monde Paris* - On travaille en partage de savoir dans une équipe avec un turn-over d'interprètes. Il peut être mieux que le travail soit fait par des chinoises, par des médiatrices, mais il peut aussi y avoir de la gêne à parler de certains sujets à une chinoise.

*Lydiane Colombet, Autres Regards* - Combien de bus circulent à Paris, y a-t-il coordination ? Est-ce bien de faire tourner un bus pour une population spécifique, de proposer un service adressé à une communauté ethnique spécifique ?

*Marie Debrus, Lotus Bus, Médecins du Monde Paris* - Il faut une grande organisation quand on fait un travail avec une population très vulnérable. Les difficultés que le Lotus Bus peut rencontrer sont les situations typiques des migrants qui ne savent pas où ils vivent. Il faut penser à des stratégies.

A Paris, il y a six ou sept Bus dans des endroits différents.

A l'origine du Lotus Bus, il y a l'action de Médecins du Monde à Paris, dans le cadre des échanges de seringues. Plusieurs associations ont rencontré des personnes chinoises et les ont adressées à MDM qui avait des bénévoles sinophones qui ont bien voulu les suivre.

*France Arnaud, Les Amis du Bus des Femmes* - Nous avons demandé au Lotus Bus de s'en occuper. Il y avait beaucoup de travail à faire avec les femmes chinoises et à cause de la langue, personne ne voulait s'en occuper. Maintenant nous essayons de travailler en inter-association.

*Maura Fenotti, Lotus Bus, Médecins du Monde Paris* - Les personnes d'origine chinoise ne vont qu'aux endroits où il y a des interprètes. Cela donne, dans ces endroits précis, l'impression qu'elles sont très nombreuses. Il y a également un problème d'adaptation des structures face à la langue chinoise.

*France Arnaud, Les Amis du Bus des Femmes* - Les personnes que j'ai rencontrées vivaient mal la prostitution. Aucune n'a dit qu'elle venait pour se prostituer.

*Maura Fenotti, Lotus Bus, Médecins du Monde Paris* - Elles ne s'imaginent pas les conditions ici, en France, pour rester, pour travailler. Souvent elles payent des agences privées pour se procurer les visas. Les prix vont de 1000 € à 4000 € pour venir. Elles commencent par travailler dans des familles, comme fille au pair mais elles deviennent des esclaves et quand elles trouvent ça trop dur, elles retournent dans une agence pour trouver un autre travail. Et souvent elles se dirigent vers la prostitution.

*Lydiane Colombet, Autres Regards* - Ces questions de méthode sont souvent abordées ?

*Maura Fenotti, Lotus Bus, Médecins du Monde Paris* - Oui, il y a le problème de la part d'autodétermination dans le choix du travail. C'est la question de la forme d'autodétermination dans une condition donnée. Quel est le lien de dépendance ? Et à quel niveau une personne est dans l'autodétermination ? C'est complexe.

*Fatima Saber, Autres Regards* – Y a-t-il une question d'initiation à la prostitution ?

*Marie Debrus, Lotus Bus, Médecins du Monde Paris* - On ne sait pas, des fois elles font plusieurs choses. En arrivant, elles font une demande d'asile qui est souvent refusée puis elles deviennent illégales.

## Les leviers de l'autonomie des femmes

*Monique Michaëlis, responsable projets - Barbara Miamké, médiatrice culturelle  
Grisélidis*

Sur le terrain toulousain depuis septembre 2000, GRISÉLIDIS développe une action de santé communautaire dans le champ de la prostitution: l'équipe salariée et le conseil d'administration sont paritaires, entre professionnel-le-s issues du terrain et professionnel-le-s du sanitaire et social, l'expérience de vie et la diversification des origines géographiques et culturelles étant parmi les critères importants de tout recrutement.

Ceci garantit l'adéquation des actions aux besoins, nous évite les écueils du « nous et eux/elles » et favorise l'échange permanent de connaissances, de savoirs faire et de savoirs être.

Notre file active varie de 500 à 700 personnes, dont 80% de personnes d'origine étrangère, 90% de femmes, 10% d'hommes et de transgenres.

L'association est missionnée sur la prévention VIH, IST, hépatites, l'accès à la santé, aux droits sociaux et fondamentaux, la santé étant entendue comme état de bien-être. Nous nous situons dans une approche globale des personnes, les droits fondamentaux comprennent l'accès à la sécurité physique et psychologique, à l'estime de soi, ainsi qu'à l'expression et au choix d'un projet de vie, personnel et professionnel, associé à la reconnaissance des personnes comme sujet de leur histoire, décisionnaires de toutes les démarches sur lesquelles nous les accompagnons, solidairement.

Le travail de terrain (action de première ligne) se concrétise par une présence intensive dans la rue : des tournées de nuit en camping car et de jour à pied, distribution de matériel de prévention, démonstrations, info, échanges, et une ligne téléphonique d'urgence 24/24 ; un local avec des permanences d'accueil avec ou sans rendez-vous, confidentiel ou convivial. Je ne détaille pas plus, vous connaissez.

L'association développe, parallèlement au travail de terrain un important travail de rencontre et de médiation avec les institutions, les services publics et les associations existants, auxquels elle n'entend pas se substituer ; elle dispose ainsi d'un réseau de professionnel-le-s ressources sensibilisées à l'accueil des personnes prostituées qui s'élargit au fur et à mesure des besoins, dans tous les secteurs.

À l'interface de la « communauté » (dans toute sa diversité) et des institutions, nous intervenons contre les effets de la stigmatisation, les effets de l'intériorisation de cette stigmatisation, et l'exclusion qui en découle.

Nous participons également à de nombreuses manifestations publiques et rencontres ou actions inter-associatives, et nous invitons beaucoup de monde en interne, de façon à multiplier les occasions pour les personnes prostituées de prendre la parole et de nouer des relations modifiant les représentations des un-e-s et des autres.

Notre objectif est ainsi de faciliter :

- aux prostitué-e-s, le maintien ou la récupération de leur capacité de projection dans l'avenir, de leur autonomie, l'appropriation de l'espace urbain et social au-delà du lieu d'activité prostitutionnelle, la compréhension du système social et culturel français et de leur en proposer les outils ou les leviers disponibles.
- aux « autres » la levée des représentations communes (auxquelles les travailleurs sociaux n'échappent pas) et l'ouverture à de nouveaux débats.

L'analyse des problématiques en terme de rapports sociaux de genre, portée par toute l'équipe, considère les mécanismes institutionnels, les déterminismes sociaux et intériorisés qui y sont liés, comme autant d'obstacles à prendre en compte pour élaborer les stratégies d'empowerment individuelles et collectives mises en place, y compris en matière de sexualité et de prévention VIH IST.

Cette approche permet autant de lever le voile sur les mécanismes d'oppression en jeu que de sortir du discours de victimisation, dans lequel les femmes en général et les prostituées en particulier se sont vues systématiquement enfermées, y compris au travers des politiques sociales. (Et si elles ne sont pas victimes elles sont coupables, de préférence les deux à la fois, ceci s'illustre jusqu'à la caricature dans nos tribunaux.)

Elle vient renforcer les personnes au-delà du simple accompagnement sanitaire et social. Elle inscrit l'histoire personnelle dans une histoire et une lutte collectives, favorise une identification positive.

En résumé, les missions et le réseau de partenaires de Grisélidis se sont très rapidement développés, en fonction des besoins exprimés, du volet santé au volet social : de la prévention VIH-IST, à la santé globale, l'accès aux droits sociaux, au logement, à la formation et à la reconversion professionnelle pour celles qui le désirent, à l'expression publique. Et de manière vertigineuse autour de la lutte contre les violences (physiques, psychologiques et institutionnelles) et l'appui juridique, dans un contexte où les effets habituels de la stigmatisation (liée à l'activité prostitutionnelle), des discriminations (liées au genre et à l'origine), conjugués depuis 2003 à la répression policière et judiciaire, mettent très à mal les personnes concernées et toute la dynamique mise en place.

Cette brève présentation de notre activité n'offre évidemment pas un catalogue de ce qui serait une liste de « leviers pour l'autonomie », mais indique les angles d'analyse et le mode relationnel, qui sont la base de toutes nos actions.

Notre expérience et notre réflexion nous mènent au même genre de conclusions que celles de Cabiria, auxquelles nous ne pouvons que souscrire.

Je veux cependant dire juste encore quelques mots sur l'un des fondements de notre position.

Il faut sortir de la confusion totale où l'on se retrouve quand on parle de prostitution. Sortir de la confusion entre migration et trafic, entre prostitution et violences, entre mineur-e-s et majeur-e-s, entre femmes et enfants... Il faut rendre son sens à chaque mot pour en extirper les fantasmes, les associations systématiques, les projections,, revenir aux réalités, qui se suffisent largement prises une par une.

Ces confusions sont instrumentalisées, inconsciemment ou non, pour faire barrage à toute élaboration des vraies questions et des enjeux, sociaux et politiques, que sont les problèmes liés aux inégalités, en particulier hommes/femmes.

Pour n'en prendre qu'une :

Il est devenu évident que la « lutte contre le trafic » est un paravent de la lutte contre l'immigration (des femmes).

De même, la « lutte contre le proxénétisme » s'est retournée en répression des prostituées et leur instrumentalisation comme auxiliaires de police.

De même, la « lutte contre les violences » est devenue la lutte contre la prostitution, concrètement contre les prostituées (sommées d'être « repenties » et d'arrêter leur activité contre leur gré, ou sans aucune perspective sérieuse d'aide si elles veulent faire autre chose).

Le terme « trafic », masque de sa charge fantasmagorique et émotionnelle une réalité hélas banale, qui est celle de la violence et de l'exploitation subies par tous les clandestins. Dans leur parcours migratoire comme ailleurs, les femmes sont évidemment particulièrement exposées aux violences, aux abus, elles sont privées des outils que sont l'argent, les réseaux, la légitimité du droit à l'auto-détermination d'un projet de vie, tous ces outils qu'elles cherchent précisément à gagner en migrant.

Le mot « trafic » est un paravent de la lutte contre l'autonomisation des femmes. C'est cette volonté d'émancipation, d'accès au pouvoir économique que tout le discours sur le « trafic » est venu masquer quand il s'est agi de migration des femmes (en dehors du rapprochement familial). On en fait des « femmes trafiquées » qui, c'est bien connu, n'ont aucune volonté propre, ne sont heureuses et à leur place que mariées, en famille, à la maison et au pays. Et

on va les aider à retrouver leur place. Sous certaines conditions, draconiennes elles peuvent éventuellement rester ici, de préférence mariée ou salariée dans le travail domestique, faute de beaucoup d'alternatives.

Ce que je veux dire en quelques mots bien trop courts, c'est que la plupart des discours tenus à leur sujet, des dispositifs d'aide mis en place pour les aider, réduisent à néant toute construction de sujet de leur histoire, l'énergie et les épreuves qu'elles ont traversées coûte que coûte pour se construire un avenir, puisqu'elles n'y sont reconnues qu'en posture de victime au destin tragique, mais jamais dans la formidable énergie et l'expérience qu'elles ont mis en œuvre pour tenter leur chance.

C'est la violence ultime, fabriquée avec les lois et sous couvert de travail social. On est dans l'organisation légale, sociale et morale du mépris.

Chercher des leviers d'autonomie est encore un objectif politique et personnel pour toutes les femmes, en général, migrantes ou non, prostituées ou non.

C'est en ce sens que nous en sommes solidaires, que nous luttons contre toutes les violences et les abus y compris institutionnels qui y font obstacle, que nous mettons en place tous les soutiens sans condition préalable, dans une relation constructive d'égalité.

Toute action de réduction des risques, de prévention santé, d'accès aux soins, aux droits, à l'intégration, ne peut en tout état de cause reposer que sur l'estime de soi et la définition de valeurs communes ne saurait vouloir faire coller qui que ce soit à un modèle de vie.

A choisir, j'ai préféré poser un cadre de réflexion où inscrire les actions, que faire un descriptif des spécificités de telle ou telle population ou de telle ou telle action.

Je vais maintenant passer la parole à Barbara.

Parmi les clichés attachés aux africaines, dont je suis, c'est que les femmes se prostituent pour aider leur famille.

Aider sa famille est une obligation pour tout le monde dans la culture africaine, qui ne comporte pas d'autre système de solidarité sociale. On n'attend pas d'être en France pour s'entraider.

En Afrique, l'accès à l'argent et aux études sont une ambition, un rêve, très important. La prostitution est alors un moyen d'accéder à plusieurs objectifs, gagner de l'argent, beaucoup plus qu'avant et autrement, aider ses parents, payer l'école aux jeunes, construire une maison, mais aussi se constituer un capital personnel qui permettra de rentrer et d'ouvrir un commerce par exemple. De tout cela on retire beaucoup de fierté et le respect.

Partir est aussi un moyen de se sortir des obligations familiales, même si celles-ci demeurent une préoccupation.

La majorité des femmes ne souhaite pas retourner en Afrique, elles préfèrent faire des allers-retours, mais ça c'est difficile, elles n'ont pas envie de retourner à la vie traditionnelle, malgré tout ce qui est dur ici.

La prostitution est un choix dans le manque de choix, surtout pour nous les africaines, de trouver du travail en Europe.

C'est important de reconnaître le courage qu'il faut pour partir, payer le passage, faire ce travail, prendre des risques. C'est vrai que c'est pas facile, mais ça dépend aussi de ce qu'on a vécu avant, ou de ce qu'on attend de la vie, des projets qu'on a.

Moi je dis qu'il n'y a pas de pire violence que de ne pas pouvoir faire sa place sur terre, construire sa vie, montrer qui on est. Moi je suis fière de ça.

Pour la prévention, le problème est surtout dans les relations privées, c'est très difficile pour les femmes d'imposer le préservatif à leurs compagnons, chez les africains, mais je vois aussi ce problème chez les autres. Pour le travail, avec les clients y a pas de problème, tout le monde sait vite ce qu'il faut faire, avec les clients c'est obligatoire.

## Questions - Débats

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* - Vous avez dit que la prostitution était pour vous la seule solution en France en tant qu'africaine. Que voulez vous dire ?

*Barbara Miamké, Grisélidis* - Les filles viennent en France pour avoir un avenir, pas forcément pour aider la famille. Aider la famille fait partie de la culture africaine, les filles le font aussi en Afrique et ne se déplacent pas en France que pour cela. Il y a une victimisation des filles, il faut arrêter de dire « la pauvre fille », il faut du courage et de la force pour se prostituer. Les filles ne veulent pas rentrer en Afrique, elles préfèrent travailler le temps de gagner assez d'argent pour se construire un avenir, puis elles s'arrêtent.

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* - Comment envisagent-elles la suite, sortir de la prostitution ? Est-ce une étape vers autre chose ?

*Barbara Miamké, Grisélidis* – Beaucoup savent ce qu'elles viennent faire en France. C'est une étape. Pour moi, ce sont deux ans de ma vie pour payer et après pour savoir qui je suis et ce que je veux faire. Mes parents savent ce qui se passe.

La plus grande violence est de ne pas avoir d'avenir, le reste ce sont des péripéties. C'est bien d'avoir un capital pour vieillir, il faut le préparer, surtout quand on n'a pas d'enfants. On vient en France pour avoir des projets, quand on retourne au pays, on est fière. Il faut regarder ce que font les filles de retour en Afrique, les projets qu'elles accomplissent. Si tu restes là bas, tu fais rien. Tes seins tombent, tu as trois gosses et pas d'argent ! Il y en a qui fuient le mariage, laissent les bébés. Elles partent.

Il a fallu qu'on évolue sinon la société nous aurait tuée. Aujourd'hui, les jeunes ont des projets, ils ont pris leur vie en main. C'est différent d'avant, quand ils claquaient leur argent tout de suite.

*Kodou Wade, Afrisanté* - C'est complexe de parler et de penser la femme africaine en tant que sujet. Il y a la question de l'éloignement par rapport au milieu d'origine. En Afrique, il y a aussi un problème d'insertion dans les milieux urbains. Beaucoup vieillissent avec beaucoup de difficultés. C'est un milieu complexe et la prostitution n'est pas forcément un choix libre.

*Monique Michaëlis, Grisélidis* - Il faut voir tous les obstacles qui sont mis sur la route des femmes. Elles doivent accéder à leur avenir par les moyens qui sont à leur disposition. Après avoir considéré cela, il y a la question du choix dont on peut parler.

*Raphaël Seine, AIDES Bordeaux* - La notion de projet, d'avenir, va-t-elle favoriser la prévention ? Si elles ont un projet en tête, elles sont peut être plus ouvertes à la prévention, pour se garder en bonne santé ?

*Barbara Miamké, Grisélidis* - Oui et non. Avec les clients, il n'y a pas de problème de préservatif. Elles se protègent bien et quand elles viennent au local, elles nous demandent toujours beaucoup de préservatifs.

Le problème vient de la relation avec le copain, dans les relations personnelles. Le copain ne veut jamais parler de préservatif, la faute repose toujours sur la fille. Il ne veut pas le mettre et si la fille lui demande, c'est qu'elle-même ne s'est pas protégée avec les clients.

*Kodou Wade, Afrisanté* - Il y a toujours une grande différence pour les filles entre la prostitution, où elles utilisent le préservatif, et la relation durable, où elles ne pensent pas aux risques. Surtout que selon une étude, en Afrique, la prostitution n'est souvent qu'un moment dans la vie. Ce n'est pas sur une longue durée. Elles font donc bien la différence entre ces deux périodes.

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* - Ces problèmes évoqués dans la vie privée ne sont pas spécifiques à la population africaine, c'est le même problème rencontré avec toutes les femmes migrantes.

*Monique Michaëlis, Grisélidis* - On peut cependant dire que ce sont des personnes responsables qui en général se protègent. Il faut les informer et les soutenir. Elles peuvent elles-mêmes devenir «médiatrices de prévention ».

## **Prostitution et droits des personnes, la question de la migration**

*Jérôme Expuesto, Educateur spécialisé et coordinateur du programme Equal  
Cabiria*

Le travail avec les femmes migrantes est un travail basé sur la solidarité. Cabiria a accompagné plus de 500 femmes migrantes depuis 8 ans, originaires du Nigeria, du Cameroun, d'Algérie, d'Albanie, de Bulgarie, de Roumanie, de Russie, et du Brésil. Cette solidarité se met en pratique par l'accès de toutes les femmes migrantes travailleuses du sexe aux droits fondamentaux et indirectement une solidarité envers leur communauté restée au pays. Elle se traduit aussi par une action favorisant leur autonomisation, l'empowerment et le respect de leurs choix, quelles que soient les difficultés qu'elles rencontrent. Mais encore c'est une reconnaissance de la capacité de résistance chez l'individu, donc de la marge de manoeuvre dont il dispose pour agir. Cela correspond également à un positionnement politique par rapport à nos responsabilités quant à la situation dans les pays de départ et notamment la quasi-absence de solidarité internationale.

Dès leur arrivée, nous avons donc immédiatement fait le choix de travailler avec ces personnes. Nous nous sommes très rapidement adaptés en embauchant des médiatrices culturelles venant des pays concernés de l'Est puis d'Afrique. Notre intention était et est toujours, de travailler pour les droits et la santé des femmes sans postuler a priori sur le fait que telle ou telle personne était victime de réseaux de traite ou non etc. Pour les Nigériennes et la plupart des femmes des pays d'Europe de l'Est, la régularité du séjour sur le territoire Français est conditionnée par la possession de papiers et dans ce cas précis les papiers prennent la forme de récépissés provisoires de séjour délivrés par les préfectures dans le cadre de demandes d'asile politique. Cette démarche administrative ouvre des droits à l'assurance maladie (CMU) et aux ASSEDIC (Allocation d'insertion). Par conséquent nous accompagnons toutes ces femmes dans leurs démarches de demande d'asile. Nous allons avec elles à la préfecture retirer les dossiers et nous passons ensuite plusieurs heures avec chacune d'elles pour l'aide au récit, et plusieurs mois ou années pour l'ensemble de la procédure, ce qui nous a permis de comprendre la complexité du processus migratoire, mais aussi les projets qu'elles ont avant le départ dans leur pays d'origine.

À l'occasion de ce travail, nous avons constaté qu'elles mettaient en avant 3 types de récit. Au Nigeria : des événements dramatiques survenus dans le village suite à un conflit entre leur famille et les autorités, notamment par rapport au piratage d'oléoducs et des exploitations pétrolières occidentales; Des conflits entre musulmans et chrétiens ; Les femmes fuient les excisions et les mariages forcés. En Albanie et dans d'autres pays d'Europe de l'Est : les récits font référence à des conflits entre Musulmans et Chrétiens (Albanie et Kosovo uniquement) ; Des violences faites aux femmes selon diverses applications de coutumes traditionnelles (Kanun en Albanie) ; Des conflits entre familles impliquant des réparations par le meurtre selon le code de l'honneur en vigueur. Mais les Bulgares ne déposent pas de demande d'asile car elles peuvent voyager jusqu'en France avec un passeport et un « visa touriste » valable 3 mois. Cependant leur accès aux droits est plus limité car elles ne peuvent accéder à la CMU ou aux allocations des ASSEDIC. Leurs demandes de soins sont pourtant réelles.

Il est bien évidemment difficile de savoir si les récits des demandeuses d'asile sont véridiques. Malgré tout, ces récits ne sortent pas de nulle part et lorsqu'on s'intéresse à l'actualité des pays concernés, on s'aperçoit que l'environnement, objectif, dans lequel elles vivent est lui réel. Exemple criant : Une proportion importante des femmes Nigériennes a subi l'excision et vient de régions où celle-ci est pratiquée à 98%. De toute façon lorsque leurs récits sont réels et personnalisés, leur chance d'obtenir la protection de la France pour les violences qu'elles ont subies ou fuies ne sont pas plus élevées. L'OFPRA et la commission des recours - aux ordres du ministère de l'intérieur depuis 2002 - ne considèrent pas les

femmes comme faisant partie d'un groupe social particulier victime de discriminations ou d'inégalités. Nous verrons juste après l'ampleur des discriminations qu'elles subissent...

Quelles que soient les raisons invoquées, les rejets sont quasi systématiques. Étant donné qu'elles n'envisagent pas de rentrer dans leur pays, ce qui est souvent interprété comme une contrainte à la prostitution par des tiers, alors que la plupart ont pour projet de vivre ici, nous multiplions les recours afin de réduire au maximum les risques d'expulsion même si les demandes de réexamen, et recours de demande de réexamen ne donnent pas de récépissé aux personnes. Pour que ces recours soient un minimum pris en considération par les administrations, il est important que les personnes fournissent de nouvelles preuves de leurs récits, qui ne soient pas des éléments déjà produits oralement ou à l'écrit, sans quoi ils n'ont pas le caractère de nouveau. Ces accompagnements nous ont d'ailleurs permis de constater à quel point le CESEDA visait surtout à refouler un maximum de demandeurs d'asile, en particulier les femmes. A ce jour moins d'une dizaine a été reconnue réfugiée politique, et trois ont obtenu une protection subsidiaire, le tout, rappelons-le, sur plus de 500 femmes accompagnées depuis 1999.

Ce travail d'accès aux droits basé sur la convivialité et le non-jugement nous a permis d'établir des relations de confiance avec les femmes et de mieux comprendre leurs objectifs et leur migration. D'autre part, nous avons effectué une recherche-action pendant deux ans avec l'association Grisélidis et des partenaires européens. Cette recherche est fondée sur une approche en termes de droits humains et de genre et repose sur le point de vue et l'expérience des femmes concernées (Guillemaut, 2004). Je n'en évoquerai ici que quelques éléments concrets qui permettent de comprendre que les femmes ne sont pas si naïves qu'on veut bien nous le faire croire et qu'elles sont tout à fait capables de développer des stratégies pour elles-mêmes. Tout d'abord, contrairement à ce que le lobbying anti-traffic décrit, il ressort de l'étude que 81 % des femmes déclarent être parties volontairement de leur pays. D'autre part, quand elles ont été contraintes de partir, cette contrainte fut exercée par des proches (parents, mari, petit ami...) et non par un réseau de criminels. Dans cette étude, qui porte sur 1000 femmes, nous avons un seul cas de rapt perpétré par des inconnus. Ce que l'on nous montre comme étant la généralité et la norme apparaît bien ici (et ailleurs, d'autres études européennes le confirme) comme une exception. La majorité des femmes ont elles-mêmes décidé de quitter leur pays. Et c'est lors du processus migratoire qu'elles se heurtent à la violence et à la contrainte (Guillemaut, 2004). Les facteurs de départ ne sont donc pas uniquement des facteurs économiques, mais correspondent bien souvent à une fuite des oppressions liées aux rapports sociaux de sexe, à une recherche d'autonomie et/ou un désir de mobilité. Pour de nombreuses femmes migrantes, il serait même plus judicieux de parler de recherche d'indépendance financière, d'autonomie et de nouvelles opportunités de vie plutôt que de fuite d'une misère décrite de la façon la plus sordide qui soit. Contrairement encore à ce que l'on nous assène régulièrement, les femmes très pauvres issues des zones rurales sont minoritaires parmi les femmes que nous rencontrons. Ce constat recoupe ceux des recherches sociologiques récentes à propos des femmes migrantes (qu'elles migrent pour le travail du sexe ou non). En revanche, un grand nombre de ces femmes ont des dettes, car il n'est pas possible aujourd'hui d'entrer en Europe légalement et sans l'aide d'intermédiaires, qui sont souvent des hommes, puisque les outils, les informations, l'argent et les armes leur appartiennent toujours : 78 % des femmes rencontrées ont donc des dettes liées à leur voyage (Guillemaut, 2004). Les violences décrites par les femmes concernent pour 66 % la police et 14 % des clients (les autres violences étant le fait d'autres prostituées et de passants).

On a constaté différents processus migratoires. Certaines femmes voyagent avec leur ami, d'autres sans. Elles bénéficient d'un appui logistique d'un frère, d'une sœur, ou d'un membre de leur communauté avec qui l'église du quartier, comme pour les Nigérianes, a conservé des relations et qui a obtenu un droit au séjour en Europe (Espagne, Italie et Angleterre), ou bien c'est leur ami qui a été régularisé avant leur arrivée. Lorsque c'est le cas le prix du passage est peu élevé : le prix d'un billet d'avion, d'un voyage en bateau, en voiture ou à pied et un passeport (parfois vrai, parfois faux) avec un visa. C'est la situation idéale dans le continuum des contraintes (Guillemaut 2004). Lorsqu'elles n'ont pas de

proche en Europe, elles et leurs familles sollicitent des hommes d'affaire locaux dont le rôle est d'organiser la migration clandestine des individus (hommes et femmes, FNUAP 2006) jusqu'en Europe ainsi que leur réception et leur orientation à leur arrivée, par des personnes de leur communauté. Ce travail comprend l'obtention de papiers et de visas auprès des autorités, ce qui implique leur corruption, et donc un prix qui peut être élevé selon plusieurs critères : organisation du réseau, capital social de ces membres, les origines sociales des prétendants-Es à la migration, le pays d'arrivée, politiques migratoires dans les pays d'arrivée couplées aux conditions de lutte contre le trafic dans le pays de départ et d'arrivée, nature des papiers à obtenir etc. Il comprend aussi la mise en relation des personnes entre leur départ et leur arrivée. Il y a dans ce cas diverses façons de voyager : en avion pour les plus favorisées, avec un passeport d'emprunt ou un vrai passeport qui leur est confisqué. En camion, voiture et à pied par la terre, puis en bateau ou en canot à moteur pour atteindre l'Espagne ou l'Italie via le Maroc, Ceuta, Melilla ou les Baléares. Ou directement depuis l'Albanie en bateau jusqu'à l'Italie. Pour passer les frontières des pays les plus à l'Est de l'Europe, les femmes sont vendues plusieurs fois de passeurs en passeurs. Nous savons aussi que beaucoup de candidats-Es n'arrivent pas à destination et meurent en route, de faim, de soif, de noyade ou par balles si un passage de frontière se passe mal. Celles qui arrivent sont donc des survivantes de la migration.

Le point commun de ces femmes est qu'elles sont très souvent soutien de famille et que cette migration s'effectue dans l'intention de donner les moyens à la famille et la fratrie de concrétiser leurs projets dans ou en dehors du pays. Mais leur venue en Europe leur permet également d'accéder à davantage d'autonomie et de réaliser leur projet personnel ici en France. Ainsi ces femmes sont de véritables expatriées et l'on constate aisément depuis 2000 que les autorités occidentales réduisent cela à un trouble de l'ordre public en criminalisant les migrants et ceux qui facilitent cette migration.

Revenons sur les femmes bulgares et les autres femmes de l'Est. Nous les côtoyons depuis deux ans et demi et donc surtout dans la rue. Les Bulgares voyagent en bus jusqu'à Lyon, et le font de façon indépendante. Beaucoup ont des enfants et leur activité en France permet à la famille de vivre mieux, de payer des soins, de se loger mieux. Etant donné qu'elles ne font pas de demandes d'asile elles sont régulièrement expulsées vers leur pays malgré leur visa. En effet celui-ci ne leur donne pas le droit de travailler et de toute façon la prostitution n'est pas considérée comme un travail et le racolage étant un délit, il sert à prouver qu'elles ne peuvent justifier de ressources pour rester sur le territoire. Mais elles reviennent régulièrement. Elles travaillent quelques semaines ou quelques mois, repartent lorsqu'elles ne sont pas expulsées et reviennent travailler etc. Elles sont très demandeuses de soins médicaux.

De ce fait au regard de notre expérience et du nombre de femmes migrantes rencontrées, le traitement des prostituées migrantes sous l'unique angle victimisant du trafic nous paraît pour le moins peu opportun voire révélateur d'un certain ethnocentrisme réducteur. Ethnocentrisme partagé par l'OFPPRA et la Commission des Recours. Car il semble convenu dans l'esprit des fonctionnaires comme dans celui d'à peu près tout le monde que les femmes étrangères n'ont pas la volonté de migrer seule ou de mettre en place des projets migratoires pour elles. Les femmes ne migreraient donc pas en dehors d'un prétendu trafic d'êtres humains dans lequel elles seraient "migrées" contre leur gré. Leur seule possibilité d'accéder aux droits ne serait donc que celle de victime du trafic. Encore faut-il être reconnue victime car d'après notre expérience seuls les services de police décident d'autorité qui est une victime et qui ne l'est pas, selon d'obscurs et discrétionnaires critères. En effet à ce jour moins de 10 femmes sur plus de 500 migrantes (depuis 2000) ont obtenu des droits dans le cadre de poursuites contre des proxénètes. De ce fait l'accès aux droits est très réduit : des rejets quasi systématiques des DA, un statut de victime très étriqué qui rime aussi avec retour au pays et qui va dans la réalité bien souvent contre l'intérêt des femmes concernées. Les dispositifs d'aide aux victimes sont bien souvent

inadaptés : « Cette inadaptation est due pour une grande part aux objectifs non explicités des politiques publiques (hidden agenda), qui ont plus de rapports avec la protection des frontières qu'avec les droits des femmes » (Guillemaut, 2004). Globalement ces dispositifs de dissuasion à la migration - protection - sécurisation - éloignement - accompagnement vers le pays de départ - sont totalement inadaptés à la situation de la majorité de ces personnes, mais bien en phase avec les priorités actuelles d'éloignements des étrangers. On peut même fortement s'interroger sur leur compatibilité avec les droits des femmes (ou droits humains). Exemple : Désormais dans quelques pays de l'Est toute femme qui quitte seule son pays est susceptible d'être arrêtée au nom de sa protection contre des trafiquants. Que dire de celles qui sont accompagnées dans leurs pays et qui sont enfermées dans des centres de réinsertion pour leur réapprendre la vraie vie et le vrai travail, afin qu'elles admettent leur erreur d'avoir migré, de s'être conduite de façon indigne en se prostituant, comme c'est le cas en Albanie.

On a beaucoup parlé de la migration et de l'accès aux droits, parlons à présent de l'accès aux soins avant de poursuivre sur les violences policières et celles des passants, deux choses différentes, mais qui se recoupent assez souvent. En ce qui concerne l'accès aux soins soulignons que ce travail ne peut se faire sans une réelle proximité et confidentialité avec les femmes afin qu'elles aient confiance pour évoquer leur problèmes de santé, leurs accidents de préservatifs avec des clients ou leur amant, ou parfois leur cas de séropositivité à une IST. La question de la santé et du soin est envisagée de façon globale, autant au local ou lors des accompagnements que durant les tournées, de jour comme de nuit. La distribution de préservatifs nous donne l'occasion d'évaluer les modalités de leur utilisation ou leur mésusage (la distribution des brochures TAMPEP dans la langue des personnes s'avère très utile). La plupart des femmes sont demandeuses d'informations et de conseils par rapport aux soins. Quand on aborde la question de la prévention, de l'accès aux soins et de la santé des migrantes, nos informations et constats de terrain révèlent que ces femmes sont particulièrement affectées à la fois quantitativement et qualitativement par les processus de précarisation, d'exclusion sociale ainsi que par la violence. Leur absence de statut juridique ou encore l'existence de pratiques discriminatoires et souvent xénophobes dans tous les domaines de la vie sociale altère leur accès à l'information et aux soins. Il nous a donc paru nécessaire d'offrir aux personnes prostituées un espace/temps supplémentaire, loin de l'urgence et de la crainte, où elles pourraient déposer plus sereinement leurs paroles et leurs questionnements et où nous pourrions tenter plus longuement de restaurer la connaissance, l'estime et le souci de soi. Un espace/temps également propice à la réflexion où s'élaborent les moyens adéquats d'adapter l'indispensable réduction des risques à l'insupportable répression. Là encore, nous nous sommes adaptés en créant par exemple en 2004 cet atelier santé/prévention pour les femmes migrantes que nous avons poursuivi en 2005. Nous initiions par ce biais des dynamiques de solidarité dans la communauté par le biais de l'association en nous appuyant sur les médiatrices culturelles que nous avons embauché - personnes prostituées issues de la communauté et dont les compétences en tant qu'animatrices de prévention permettent de faire le lien entre les questions de santé, les pratiques sexuelles, les rapports de genre dans les sphères publiques et privées et aussi la répression. Cette solidarité s'avère d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel. Nous constatons en effet que l'accès effectif aux soins, aux outils de Réduction des Risques et leur bon usage est contrarié par le contexte répressif actuel qui ne place pas la santé au rang des priorités des personnes, surtout pour les plus précaires d'entre-elles. En effet on peut citer comme exemple les interpellations et mises en garde à vue qui empêchent les femmes d'aller à leurs rendez-vous, de prendre leurs traitements, les rondes de la police qui poussent les femmes à travailler dans l'urgence ou la non intervention de la police lors d'agression. Certaines n'ont pas les moyens d'accéder aux soins dans leur pays, ne sont pas ou peu informées des diverses maladies et des moyens de transmission des IST (mais ni plus ni moins que n'importe quel quidam, y compris en France). L'obtention de la CMU, de l'AME et nos accompagnements les encourage à prendre soin d'elles mêmes et parfois à entamer des traitements.

L'action de Cabiria tend à montrer que la présence de programmes de santé adaptés aux conditions de vie des femmes migrantes travailleuses du sexe renforce leurs capacités de protection vis-à-vis de l'épidémie, par un accès important au dépistage, par un dispositif d'information soutenu qui améliore la réduction des risques. Les femmes elles-mêmes sont réceptives à ces dispositifs, dans la mesure où elles y trouvent du soutien et où ils renforcent leurs propres stratégies vis-à-vis de leur santé. Toutefois, la réduction des risques dans les pratiques sexuelles implique des techniques qui ne sont ni innées, ni spontanées, et la répétition, la pédagogie et la vigilance font partie de notre travail. Même si certains indicateurs tels que le manque de protection dans les relations privées, ou encore l'accroissement de la violence contre les femmes, des discriminations et du stigmatiser doivent nous alerter sur le fait que ces dispositifs de prévention restent fragiles. D'autant plus fragiles que leurs financements déjà précaires diminuent et que le contexte législatif rend le travail quotidien des équipes de terrain plus fastidieux et plus aléatoire, comme le note le Conseil national du sida (Rapport du CNS, 2005).

Malgré ces difficultés et un contexte socio-politique des plus défavorables aux personnes prostituées, notre action démontre quotidiennement l'importance de la prévention de proximité basée sur la relation, la confiance et l'empowerment. Les résultats de notre dernière étude (F. Guillemaut, Femmes migrantes, Enjeux de l'épidémie à VIH et travail du sexe, Ed. Le Dragon lune, Cabiria 2005) montrent – à l'inverse de la population générale par exemple – un accès massif et volontaire au dépistage des femmes migrantes fréquentant l'association. De la même façon, on observe un niveau de couverture sociale très important ainsi qu'une forte régularité de suivis gynécologiques et de suivis de santé.

Pour finir et concernant les violences, nous avons constaté que les dépôts de plaintes pour agressions étaient devenus très difficiles pour les personnes prostituées et surtout les femmes migrantes qui sont doublement délinquantes, déjà au regard du racolage, mais aussi au regard des droits des étrangers. En effet elles se retrouvent très vite sans papiers et ont peur d'avoir des soucis avec la police et/ou d'être expulsées, ce qui s'est déjà produit à Toulouse et dans plusieurs villes de France par exemple. Dans ces conditions elles sont régulièrement volées et parfois violées sans plaintes déposées ou rarement. Et lorsqu'elles le souhaitent les forces de police font obstacle aux procédures, sous prétexte qu'elles saisiront l'opportunité pour demander des papiers, comme ce fut le cas d'une femme Nigérienne violée par trois individus à Grenoble. Souvent les femmes entendues en garde à vue nous expliquent qu'elles ont du subir les pressions des policiers leur posant mille questions sans rapport avec leur agression. Leur parole est mise en doute. Malgré tout, quelques fois des violeurs sont arrêtés et l'on en vient même à se demander quels sont les objectifs ou motivations de la police lors de ces affaires là...Enfin, il est arrivé que la police ait arrêté l'auteur du crime qui est passé aux aveux, reconnu par la victime et des témoins mais le procureur n'a pas daigné ouvrir d'enquête et a classé l'affaire...

En définitive, malgré un contexte très difficile pour les personnes prostituées évoluant en France, et surtout pour les femmes migrantes principales cibles de la répression, les associations de santé communautaire restent dans la plupart des cas les premières et seules interlocutrices de ces personnes. La confiance qui nous est accordée par les personnes prostituées est, nous le savons, liée à une méthodologie d'intervention qui a fait ses preuves durant ces quinze dernières années et qui s'appuie notamment sur l'accès aux droits, aux soins, le non-jugement, la lutte contre la stigmatisation et la reconnaissance de la parole et des compétences des personnes prostituées en tant qu'animatrices de prévention et éducatrices de santé. En définitive nous devons continuer à promouvoir l'accès à la citoyenneté et donc à une meilleure estime de soi afin de favoriser un mieux être des personnes. Cet esprit doit continuer à nous animer si nous souhaitons poursuivre notre travail avec elles.

## Questions - Débats

*Jérôme Expuesto, Cabiria* - Pour terminer, au risque d'être polémique, nous nous posons à Cabiria plusieurs questions : Tout d'abord quelles sont les positions politiques des associations de santé communautaire, qui s'engagent dans des programmes de lutte contre le trafic -qui sont en fait une lutte contre l'immigration et pour le retour des dites victimes dans leur pays d'origine- et non dans des programmes de promotion de la santé ou de lutte pour le droit des personnes prostituées ? Ensuite, on ne comprend pas la co-participation d'associations dites abolitionnistes au programme et à la rencontre TAMPEP qui ne sont pas des associations de santé communautaire. Qu'est-ce que les personnes prostituées ont à y gagner ?

*Licia Brussia, Tampep International Foundation* - Je voudrais savoir à qui vous vous référez ?

*Jérôme Expuesto, Cabiria* - Il semble bien qu'une association participe à un programme Equal, l'Amicale du Nid. Peut être qu'à Marseille c'est différent... mais à Lyon, ils sont contre les droits des personnes prostituées dans le cadre du travail du sexe. Il y a quelques années, ces structures ne voulaient surtout pas en parler.

*Hervé Landa, Autres Regards* – Nous participons effectivement à deux projets européens, un programme Equal, PARADE, et TAMPEP. L'invitation de l'Amicale du Nid, ce n'est pas dans le cadre de PARADE mais dans TAMPEP. Il nous a semblé intéressant d'inviter des personnes qui travaillent dans la rue auprès du même public, sachant que nous avons un partenariat important avec l'ADN de Marseille et qu'il est difficile de faire l'impasse sur cette structure. Cela ne remet pas en cause notre vision d'association communautaire. De plus, le débat ne peut être qu'enrichissant.

L'ADN à Marseille ne travaille plus du tout aujourd'hui dans le cadre d'un abolitionnisme, les choses ont évolué. C'est une représentation qui leur porte atteinte. Enfin, si ils viennent, c'est qu'ils sont aussi intéressés par ces échanges.

*Michèle Bouedec, ADN* – Je voudrais revenir sur ce que tu as dit, Jérôme. Si tu parles de l'ADN, je ne connais pas la même. Au niveau de la défense des droits, nous nous positionnons également à ce niveau. Notre positionnement est au niveau de la déréglementation. Mais les choses sont complexes et j'entends vos points de vue au niveau politique. C'est un débat important.

*France Arnaud, Les Amis du Bus des femmes* - L'ADN à Paris est clairement sur des positions pour que les personnes prostituées arrêtent de travailler : c'est la réalité à Paris. Lorsqu'une personne obtient un hébergement, si elle est revue sur le trottoir, elle perd sa place. Cela engendre plus d'exclusion. Si vous, à Marseille, vous êtes différents c'est très bien, mais ce n'est pas dans toutes les autres villes pareil.

*Monique Michaëlis, Grisélidis* – Il faut un débat clair et franc et cela n'empêche pas chacun d'exister. A Toulouse, nous les encourageons aussi à aller voir les deux associations, cela ne nous dérange pas dans certaines circonstances d'orienter les personnes sur l'ADN. Ceci dit, il ne faut pas masquer des différences de principes de base et de pratiques qui ont des conséquences très concrètes. Il ne s'agit pas de rentrer dans une polémique juste pour le plaisir de faire du bruit mais il y a des conséquences. Par exemple, le mot « abolitionniste » sert à toutes les sauces. De façon générale, il recouvre des propos abolitionnistes et joue sur les lieux « prohibitionnistes » pour faire entendre que la « prévention » signifie « sortie de la prostitution » et selon le public, « position sur la réglementation ». Mais cela recouvre une toute autre démarche.

Par ailleurs, lors de la mise en œuvre de la Loi de Sécurité Intérieure, la première chose que nous avons faite a été d'en discuter avec l'ADN à Toulouse. Leur prise de position a été « la loi c'est la loi ». Il est également vrai qu'il y a eu une évolution de l'ADN à Toulouse qui a réalimenté une réflexion et modifié son approche sur le terrain mais les fondements restent les mêmes et nous pensons toujours différemment. En effet, avec l'expérience des années passées et le constat de 2004, nous avons organisé une réunion à la préfecture pour alerter sur cette situation. C'était une réunion très importante avec beaucoup de monde, le Procureur et la DDASS notamment. Or, l'ADN est intervenue en disant que « pas du tout, vous êtes négatifs, tout se passe bien à Toulouse ! ». Je ne vous cache pas qu'il y a eu de grosses conséquences financières pour notre association. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour dire que les conséquences de la LSI sont dramatiques. Mais, ils ont mis un an et demi pour signer une pétition contre cette loi. Donc il faut être clair dans ses positions propres car les conséquences sont très différentes... Entretenir le flou, c'est mauvais et cela se fait sur le dos des prostituées.

*Jean-Régis Ploton, Autres Regards* - Le fait qu'il y ait des associations différentes rend intéressant la rencontre avec d'autres structures, et les différentes positions renforcent le débat. De plus, l'ADN ici présente, représente Marseille et non les autres villes. Enfin, je voudrais dire qu'il n'y a pas de ligne de conduite à tenir pour les associations de santé communautaire, les approches peuvent être différentes même si leur origine est commune.

*Chantal Deumié, ADN Horizon* – Nous soutenons l'abolition de la réglementation mais pas de la prostitution, et nous ne leur demandons pas d'arrêter de se prostituer, mais nous les accompagnons dans leur parcours, dans ce que les personnes souhaitent, leurs soins, leur souhait de trouver un emploi, l'ouverture de leurs droits. Nous n'avons pas de jugement à porter sur le projet de chacun. Chacun a des compétences différentes, les personnes qui fréquentent les deux structures (ADN et Autres Regards) s'y retrouvent...

*Claudia Anjos-Cruz, PASTT* – L'ADN Paris a été conviée à un rassemblement au CRIPS, et lorsque l'ADN a su que nous étions invités, elle a quitté la salle en disant que nous incitions les personnes à se prostituer. D'autre part, les personnes transgenres en phase de changement doivent être suivies par des endocrinologues. L'ADN les obligent presque à y aller en homme pendant la journée. Il y a notamment le cas d'un transsexuel marocain : il a été accompagné par une association qui travaille en fort partenariat avec l'ADN, et alors qu'il ne restait plus que le changement d'identité à faire, il a aujourd'hui enlevé ses deux seins (prothèses mammaires). C'est grave.

*Chantal Deumié, ADN Horizon* – Concernant l'accompagnement des personnes transsexuelles, je tiens à dire que nous les accompagnons où elles en sont, nous les aidons à avoir leurs papiers.

*Monique Michaëlis, Grisélidis* – Il n'y a pas d'intérêt à rentrer dans un procès pour savoir qui a raison. A Toulouse pour les personnes transgenres, l'ADN fait un très bon travail. Il est intéressant de développer des nouvelles stratégies. Mais le problème est qu'il y a très peu de prises de position « risquées » sur la situation des personnes prostituées.

Notre rencontre est intéressante si l'on arrive à une prise de position commune. Si nous nous sommes rencontrés juste pour améliorer notre accompagnement social et sanitaire, je pense que cela n'était pas nécessaire parce que nous savons tous comment faire, nous sommes des bons pros, nous n'avons pas les mêmes méthodes mais elles sont toutes nécessaires. Il serait intéressant de se mettre ensemble pour que les choses changent. Nous pouvons ainsi avoir de l'impact. Nous avons une responsabilité à ce niveau là.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Ce n'est pas « juste » pour faire le point que nous nous sommes rencontré, mais pour partager les choses qui se passent sur le terrain, élaborer des stratégies qui vont dans le sens des personnes prostituées, car les situations sont complexes. Il est important de rencontrer les partenaires pour se remettre en cause. Nous n'avons pas la parole vraie. Avec le projet TAMPEP nous avons la possibilité d'inviter des gens qui travaillent dans la rue auprès du même public pour avoir plusieurs opinions. Les réalités sont différentes d'une ville à l'autre et nous pouvons ainsi échanger sur les populations que nous rencontrons, l'évolution des situations comme la prostitution intérieure/extérieure.

*Lionel Grand, Cabiria* - Les stratégies sont pour les personnes pas pour nous... J'ai l'impression que nous sommes à un niveau très différent. Un vrai programme de santé communautaire se fait avec des personnes ressources et des personnes de la communauté qui vont chercher les personnes ressources pour les aider dans leurs problèmes. Là j'ai l'impression que l'on est dans une dynamique de formation, comme si nous avons un problème pour communiquer avec les personnes... Moi, en tant qu'infirmier, je suis mandaté par les personnes pour faire revendiquer leurs droits auprès de l'Etat, les personnes nous demandent de faire ça.

*Raphaël Seine, AIDES Bordeaux* - Nous ne sommes pas tous au même niveau, nous avons des difficultés pour certains... Pour moi, cette rencontre était l'occasion de réfléchir et d'échanger ensemble pour voir comment s'en sortir avec les personnes des différentes communautés. Personnellement, j'ai déjà beaucoup appris aujourd'hui. C'est comme ça que j'ai vu la rencontre et je trouve ça positif.

*Licia Brussia, Tampep International Foundation* - Je dois dire, que c'est peut être typique de la France, mais toutes les fois où je suis venue il y avait de la bagarre !

*Jérôme Expuesto, Cabiria* - Il y a une histoire différente en France.

*Licia Brussia, Tampep International Foundation* - Je t'assure que c'est la même chose dans tous les pays. Il faut avoir une clarté politique mais ce qui est important, aussi au niveau européen, à un moment où nous n'avons pas d'instruments importants d'intervention, c'est de partager nos compétences. Je n'ai pas eu de réponse sur vos conditions de travail réelles, avec qui vous travaillez, quelles sont les femmes que vous rencontrez ? Quelles sont les conditions qui provoquent la violence et les abus ? Nous avons besoin de travailler ensemble pour comprendre les éléments d'analyse de la prostitution et comment on peut intervenir. Par exemple, je voudrais savoir si tu arrives à communiquer avec les personnes dans les clubs.

*Kouka Gracia, PASST* - Les personnes qui travaillent en appartement viennent nous voir, on ne va pas les voir mais elles sont domiciliées chez nous. On les rencontre. Le problème en France se sont les répressions policières.

*Jérôme Expuesto, Cabiria* - Le problème est que tout le monde est d'accord pour dire que les conditions sont dures, tout le monde connaît le projet de loi du PS qui veut pénaliser les clients. Il faut utiliser les projets TAMPEP pour faire remonter la parole des prostituées au niveau de l'Europe, au plus haut niveau. Et ici, aujourd'hui, nous ne sommes pas tous d'accord là dessus. Pourtant c'est la volonté de beaucoup de personnes prostituées qui n'ont pas de droits. Cela va être difficile. Même la porte d'entrée santé, qui a permis au début de faire une brèche dans l'abolitionnisme, est en train de se refermer, politiquement mais aussi parce qu'un certain nombre d'organisations qui sont influentes et écoutées encouragent le ministère à prendre des positions contre l'exercice de la prostitution. Il faut arriver à bousculer tout ça, saisir les perches, et TAMPEP et EQUAL sont des perches. Je voulais parler de ça aujourd'hui.

*Jean-Régis Ploton, Autres Regards* - Il y a eu des occasions pour nous faire entendre, comme la Conférence à Bruxelles, où nous avons pu soutenir le manifeste et signer la déclaration des droits des travailleurs du sexe.

*Licia Brussia, Tampep International Foundation* - Cela a marché parce que nous étions capable d'affirmer des réalités. Il y a eu un processus de consultation en Europe, avec des preuves. Nous avons pu faire la promotion de la santé comme un droit des êtres humains. Nous avons montré que les politiques mènent à l'exclusion et aux problèmes de santé. Il a été difficile de faire cette conclusion dans tous les pays. Il a fallu montrer les conséquences dans chaque pays : « vous voulez nettoyer les rues, mais vous n'empêchez pas la prostitution, elle devient encore plus cachée »... Il y a eu aussi beaucoup de discussions. Il y a des structures dans certains pays qui ont dû faire des compromis, même en Angleterre, où il faut travailler avec des programmes très différents pour garder la confiance des politiques. Il faut savoir comment se positionner même quand on n'a pas le choix, comment utiliser les moyens que l'on a et comment on peut créer un contexte qui permette de parler des droits. Quand Lionel, tu dis, « Je travaille avec le mandat des prostituées », ça n'existe pas. Nous créons des instruments, mais on ne peut pas parler de mandat ! Il y a la réalité des besoins et avec qui tu as besoin de créer des situations favorables... Il y a quatre éléments importants :

- Quels sont les facteurs de la violence ?
- Qu'est-ce que la répression dans la pratique ?
- Quelles sont les réponses des personnes prostituées ?
- Quelle est la situation d'exclusion qui empêche le travail ? Et il faut parler des droits pendant le travail.

Par exemple, nous avons vu aux Pays Bas qu'il y a aujourd'hui 50 % de la prostitution qui est fermée, cachée. La loi hollandaise ne signifie pas qu'il va y avoir du travail pour tous, les migrantes sont toujours exclues. Pourquoi la légalité de la prostitution n'est pas suffisamment attractive pour arriver à ce que toutes aient des droits? Nous avons eu une grande réflexion avec les institutions politiques. La loi n'est pas assez flexible, elle n'est pas vraiment applicable au marché du sexe.

*Monique Michaëlis, Grisélidis* - La question des alliances, les questions de stratégies sont très importantes. C'est pourquoi à Toulouse, nous nous sommes tournés vers des alliés importants, nous étions d'accord sur les constats. Et même comme ça, nous n'y arrivons pas. Si cette rencontre peut être un coup de pouce dans ce sens, cela m'intéresse. Il faut aussi faire avancer ces types d'alliances.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Merci beaucoup pour toutes ces interventions et pour cette discussion.

## **La prostitution des personnes transgenres à Paris**

*Kouka Gracia - Claudia Anjos-Cruz*

*Prévention Action Santé Travail pour les Transgenres (PASTT)*

Le PASTT est une association qui conseille et soutient les travestis et transsexuels du milieu du sexe et de la prostitution. Elle apporte de l'aide aux transgenres au niveau sanitaire, social et juridique, prévention VIH/IST, et lors d'accompagnement aux démarches administratives... L'association travaille avec des personnes issues de la communauté.

Le PASTT a plusieurs activités : un programme d'insertion pour les personnes en situation précaire, un programme d'orientation, une aide directe aux personnes (nuit d'hôtel...), ainsi que d'autres programmes d'aide : pour les personnes séropositives incarcérées il y a une médiatrice qui visite les personnes transgenres à Fleury-Mérogis. Nous avons aussi une domiciliation : quand les personnes n'ont pas d'adresse, elles ne peuvent pas avoir d'AME, de papiers. Nous avons 200 à 300 personnes domiciliées au PASTT.

A la demande de beaucoup de personnes, la CPAM est intervenue au sein de l'association. Pour une personne seule, les démarches sont problématiques car la population est très visible. Beaucoup ne voulaient pas y aller.... Il y a un problème de regard dans les institutions. Ça marche très bien, la CPAM vient tous les vendredi, nous prenons huit personnes le matin et huit l'après midi. Mais il y a maintenant un problème de place. Parfois l'attente est d'un mois et cela pose problème pour les renouvellements. De plus, le succès fait que beaucoup de femmes biologiques viennent aussi nous voir pour l'AME. Nous les réorientons.

### **La population rencontrée**

Nous faisons de la prévention avec notre unité mobile qui tourne quatre fois par semaine la nuit. Nous voyons au minimum de 180 personnes par tournées sans compter les femmes biologiques.

Dans le Bois de Boulogne travaillent environ 470 personnes.

Les personnes issues du Maghreb et de l'Europe de l'Est se trouvent surtout sur les maréchaux. Dans tout Paris, les personnes que nous rencontrons sont surtout des personnes travesties issues du Maghreb et des Antilles. Il y a peu de personnes originaires des pays de l'Est (une vingtaine), une trentaine de garçons bulgares et roumains se prostituent au Bois de Boulogne. Il y a également deux mineurs de 12/13 ans qui sont maqués.

La majorité des personnes viennent d'Amérique Latine, de Colombie, du Pérou... Certaines viennent du Brésil (entre 120 et 150) mais la majorité vient d'Equateur.

Comme nous rencontrons des personnes avec différentes origines, les personnes qui travaillent à l'association doivent être issues de la communauté, mais doivent aussi parler plusieurs langues, et surtout l'Espagnol.

En dehors des personnes vues lors des tournées, les personnes rencontrées au PASTT sont également beaucoup d'amis, hommes et femmes, des personnes transsexuelles.

Nous rencontrons aussi beaucoup de femmes biologiques qui tombent enceintes dans l'intention d'obtenir des papiers.

Notre souci majeur est la prévention. Nous cherchons donc à savoir comment elles sont tombées enceintes, pourquoi elles ne se protègent pas, qui est le père...

Nous essayons de motiver les personnes à se faire dépister.

## Les problèmes rencontrés

-- L'opération de changement de sexe et question du plaisir sexuel

Il y a 4-5 ans les personnes venant du Maghreb ne voulaient pas se transformer. Aujourd'hui, je suis quatre personnes pour changer de sexe. Nous avons des liens avec les hôpitaux Tenon et Foch. Mais la majorité des personnes n'est pas contente de leur opération à Paris. C'est une réelle catastrophe, il n'y a pas de volonté de construire un vagin, de faire de l'esthétique. Dans le rapport médical, il y a encore des termes comme « castration ». Aujourd'hui, les opérations ne sont plus comme avant, certaines personnes ont toujours tous leurs organes, ils sont à l'intérieur. La personne peut avoir du plaisir en se servant bien de son vagin, en apprenant les préliminaires. Avant, il y avait beaucoup de suicides, aujourd'hui moins.

- La problématique du transsexualisme :

Qu'est-ce qu'un vrai transsexuel ? On peut se demander pourquoi il y a autant de personnes transsexuelles en Equateur. Nous avons étudié la question avec des spécialistes sociologues et anthropologues. La majorité des personnes qui veulent changer de sexe sont des personnes homosexuelles ou très efféminées. Ce n'est pas possible en Equateur d'être un homosexuel efféminé, et de plus, les personnes font souvent le choix de se transformer en femme pour gagner plus d'argent, comme dans les années 1980 au Brésil.

Il faut faire attention parce que quand les personnes sont jeunes tout va bien mais quand une personne transsexuelle vieillit, il peut y avoir des problèmes car dans leurs têtes elles ne sont pas transsexuelles, et de plus les hormones ne vont plus faire d'effet sur leur corps.

Il y a souvent un choc d'identité.

- Les problèmes de papiers

Sinon lorsque tout se passe bien, il y a toujours un problème de papiers... Pour les Argentines, les Brésiliennes et les Vénézuéliennes, lorsque leur visa est expiré et qu'elles sont emmenées au poste pour délit de racolage, elles peuvent être expulsées. Il y a aussi souvent des personnes venant d'Equateur ou de Colombie qui sont retenues en garde à vue, qui peut aller jusqu'à 4 jours, et sans avoir le droit de voir un avocat dans les premières heures.

Les personnes transsexuelles qui ont une carte de séjour, ce sont celles qui ont une pathologie (VIH ou hépatite), sinon, elles n'ont pas d'autres solutions que de se pacser (mais ça ne marche pas à tous les coups car il faut la preuve d'une vie commune pendant 1 an).

### Questions - Débats

*Chantal Deumié, ADN Horizon* - Où se fait le lieu de la transformation en général ?

*Claudia Anjoz-Cruz, Le PASST* - Le plus souvent, la transformation se fait en Amérique Latine surtout concernant les opérations en silicone. En France, le silicone est interdit. C'est une matière liquide visqueuse inventée pendant la guerre du Vietnam pour combler les plaies des soldats. Modérément, ce n'est pas dangereux. Lors d'une transformation, le corps n'est pas le même donc le silicone sert à faire des déformations. En France, il est également interdit de faire de la publicité pour la chirurgie esthétique et plastique.

Pour faire une transformation d'homme vers femme en France, il faut suivre un protocole, avec suivi chez un endocrinologue, un psychiatre, et c'est la même chose en Belgique.

A Paris, les chirurgiens sont mauvais donc la majorité des personnes cherchent à aller en Belgique. Dans ce cas, les personnes doivent rentrer en contact avec la Sécurité Sociale française pour faire une demande d'aide. Le coût de l'opération en Belgique est de 8 000 € à 10 000 €, et jusqu'à 12 000 € pour les personnes qui ont un sexe atrophié. Elles peuvent bénéficier d'un remboursement, mais pas à 100%.

En Belgique, il faut plusieurs opérations.

En Espagne, l'opération coûte 13 000 € mais elle est bien faite, car les praticiens s'occupent à la fois de l'intervention et de l'esthétique.

En Thaïlande, l'opération coûte 9 800 €, et les personnes restent 1 mois en convalescence. C'est aujourd'hui le meilleur pays pour se faire opérer.

Mais la plupart des personnes hésitent car c'est une opération dure et longue (minimum de 12 jours).

*Chantal Deumié, Horizon* - Concernant un point de vue psychologique, qu'est-ce qu'implique la transformation ?

*Claudia Anjoz-Cruz, Le PASST* - Il y a le problème de l'acceptation par leur entourage. Les personnes en France ont leur famille, et en France, c'est plus tolérant.

Mais en Amérique du Sud ou au Maghreb, les personnes sont obligées de se déguiser en homme alors qu'elles sont déjà transformées pour être acceptées par leur famille.

Pour la majorité des personnes transformées, il faut savoir si elles se sentent bien avec elles-mêmes. Le problème est qu'elles sont obligées de travailler et de penser à l'argent qu'elles doivent faire, et elles s'oublient elles-mêmes... C'est pour cette raison qu'à 40-50 ans, tout devient dans le paraître.

Il y a aussi la question des parties génitales qui fonctionnent : les personnes non opérées, ce sont des personnes homosexuelles qui refusent leur homosexualité.

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* - La régularisation au titre de la santé est-elle difficile ou non ? Sur Nice, la régularisation est de plus en plus difficile, et reste problématique. Nous avons une petite communauté de personnes transsexuelles péruviennes. Nous avons été confrontés au refus de la préfecture de Nice et au refus de renouvellement d'autorisation de séjour car les personnes continuaient à se prostituer, refus motivé au titre de mise en danger d'autrui et trouble à l'ordre public. Nous avons fait un recours auprès du tribunal administratif et la décision du préfet a été annulée. Avez-vous des difficultés sur Paris ?

*Claudia Anjoz-Cruz, Le PASST* - À Paris, les personnes prostituées qui ont une pathologie ne sont pas dérangées et le renouvellement est possible. Pour les personnes qui ne sont pas malades, la régularisation n'est jamais acceptée, car il existe de bonnes relations diplomatiques entre la France et le Pérou et l'Amérique du Sud en général. Sauf peut être au Chili.

Concernant les personnes issues de pays musulmans, il existe une protection, mais uniquement si la personne est complètement transformée. Elles peuvent obtenir une carte de séjour si elles suivent le protocole.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Merci beaucoup pour cette intervention.

## **La prostitution des mineurs à Lille**

*Lyla Itoumaine, chargée de mission - Virginie Monk, stagiaire  
GPAL/Entr'actes*

Je suis chargée de mission pour l'association GPAL Entr'actes. Le GPAL, Groupement de Prévention et d'Accueil Lillois, est un club de prévention spécialisée et non une action de santé communautaire, implanté dans le centre ville de Lille.

Sa mission première est de promouvoir toute forme d'action sociale en direction des publics marginalisés ou en voie de marginalisation.

A la fin des années 1990, en 1997, avec l'association des Amis du Bus des Femmes, nous avons accompagné des personnes et fait de la prévention en antennes mobiles. Ces actions ont permis de mettre en place un projet d'intervention dans le milieu prostitutionnel.

Le GPAL a créé l'action Entr'actes en janvier 2002, une intervention avec et pour les personnes prostituées. Cette action de type « bas seuil » est composée d'un local situé sur le territoire prostitutionnel lillois et d'une antenne mobile sillonnant l'ensemble de ce territoire, le mardi soir de 18h30 à 24h. Il existe également un accueil tous les après midi.

Les missions du GPAL sont les suivantes : prévenir les risques liés aux pratiques prostitutionnelles en distribuant du matériel de prévention, favoriser l'accès aux droits des personnes prostituées, et proposer des conditions favorables à la réalisation d'accompagnements médicaux et/ou sociaux pour les personnes prostituées qui le souhaitent.

Le GPAL applique à l'action Entr'actes les principes de la prévention spécialisée, à savoir : la libre adhésion du public, le respect de l'anonymat des personnes prostituées, l'absence de mandat, la confidentialité des informations, et le travail en partenariat.

L'action Entr'actes, c'est aussi : une permanence médicale un mardi sur deux au sein de l'antenne mobile et un jeudi sur deux au local depuis 2004, une permanence juridique le jeudi soir tous les quinze jours. Nous faisons également des campagnes de sensibilisation sur le port du préservatif à l'attention des clients et des personnes prostituées. Les deux campagnes SIDA menées en 2005 et 2006 destinées aux clients des personnes prostituées ont pour objectif de lutter contre les demandes de rapports sans préservatif et de placer la personne prostituée en tant qu'agent de prévention. A titre indicatif, sur Lille, il y a 2 demandes sur 3 de rapport sans préservatif.

Et enfin, il existe des actions ponctuelles comme l'atelier look, l'atelier cuisine,...

### **La prostitution des mineurs**

Quatre ans après l'ouverture du lieu d'accueil, le GPAL/Entr'actes est confronté à une situation nouvelle dans le paysage prostitutionnel : la prostitution des mineurs.

#### **- Les tendances**

A ce jour, l'équipe éducative a connaissance par le biais de l'antenne mobile et du local de 24 personnes mineures se prostituant sur le territoire lillois, ce qui représente 12% du public accueilli.

La moyenne d'âge de ces personnes prostituées mineures se situe autour de 15 ans, avec une prédominance de la tranche d'âge des 15/16 ans.

64% des personnes prostituées mineures ont été rencontrées pour la première fois dans le cadre du travail de rue.

Parallèlement pour 22 % des personnes prostituées mineures, les services sociaux nous ont contactés pour nous signaler l'activité prostitutionnelle de ces personnes mineures. Cela a permis de travailler en partenariat avec les travailleurs sociaux. Cette reconnaissance fait d'Entr'actes un acteur incontournable de l'action sociale en milieu prostitutionnel à Lille.

Grâce aux diverses informations recueillies par l'équipe éducative, il est apparu que 48% des personnes prostituées mineures sont en rupture familiale totale sans mesure prononcée contre 24% qui sont en rupture familiale mais sous la tutelle d'une mesure AEMO (Action Educative En Milieu Ouvert).

Face à ces nombreux constats, le GPAL/Entr'actes s'est efforcé d'adapter son mode d'intervention à ces personnes prostituées mineures. De ce fait, il a mis en place un accompagnement atypique pour ce public et tente de faire face au manque de solutions institutionnelles.

Je vais maintenant donner la parole à Virginie Monk.

[Virginie Monk]

- L'accompagnement éducatif des mineurs au quotidien

Tout d'abord un rappel juridique : L'article 13 du code pénal interdit la prostitution des mineurs, quelque soit leur âge. Il sanctionne les clients même mineurs et attribue des sanctions aggravées pour les proxénètes.

A Lille, deux structures travaillent avec les personnes prostituées, l'Amicale du Nid et nous. Comme les mineurs sont en situation de rupture, nous travaillons sur la création et le maintien du lien car souvent le seul lien qui reste c'est nous. De plus, les mineurs s'orientent souvent vers des réseaux, des petits délits...

La création et le maintien du lien passe par :

- Une mise en confiance et le développement de cette relation en lien avec les principes de la prévention spécialisée
- Une écoute et un réconfort apportés compte tenu de la jeunesse des personnes. Cela est souvent apparenté par les éducatrices à un travail de « maternage », car elles ont une grosse carence affective.
- L'évitement d'une prostitution clandestine pour les personnes prostituées mineures et l'isolement ce qui les rendraient plus vulnérables.

L'accueil au local réside dans la satisfaction des besoins primaires :

- Permettre aux personnes prostituées mineures de se nourrir, de dormir afin d'éviter les situations d'errance, les problèmes de malnutrition et l'anorexie
- Permettre aux personnes de se laver et se changer

Pour favoriser l'accès aux droits communs pour les mineurs, nous avons développé les accompagnements en lien avec la santé pour des dépistages, la prévention des risques liés aux infections sexuellement transmissibles, les consultations gynécologiques, l'interruption volontaire de grossesse,...

Pour ce faire, nous travaillons avec les médecins de Solidarité Ville qui les accueillent sans jugement. Ils évitent de poser des questions, et cela se passe bien pour les mineurs, il n'y a pas de stigmatisation.

Nous sensibilisons également ces personnes à la scolarité et nous proposons des démarches d'insertion professionnelle en partenariat avec la mission locale. En effet, les mineures sont toutes déscolarisées. Mais il est difficile de programmer un rendez-vous.

Il faut remarquer que nous avons une difficulté à travailler au niveau des accompagnements, des prises de rendez-vous. Les mineurs vivent dans l'immédiateté.

Il y a également le problème de l'immaturation. Par exemple, nous avons vu une mineure qui souhaitait avorter, qui avait entamé des démarches et qui, le jour du rendez-vous, a préféré aller à la foire que d'aller à son rendez-vous. Il est difficile de fixer des priorités.

Il est également important pour nous de redonner aux mineurs une place d'enfant et/ou d'adolescente.

Nous leur proposons un accompagnement dans les locaux du GPAL en centre ville et non au local d'Entr'actes afin de les éloigner du contexte prostitutionnel.

Nous leur donnons également la possibilité de faire des activités adaptées à leur jeune âge sans connotation financière : aller à la piscine,...etc. pour les éloigner de la consommation immédiate et du concept d' « argent rapide ».

Nous leur apportons une valorisation autre que par le rapport au corps et à la sexualité et nous leur offrons un cadre sécurisant et un lieu de socialisation en leur faisant un rappel à la loi pour leur éviter les pièges de la rue. En effet, les personnes nous racontent souvent leurs dérives et leur abus avec l'argent.

[Lyla Itoumaine]

Je voudrais rajouter quelque chose.

L'objectif du GPAL à court terme est de réunir l'ensemble des partenaires intervenant autour de la thématique des personnes prostituées mineures (ASE, PJJ, Procureur de la République, juge des enfants,..) afin de mener une réflexion commune et de trouver des réponses à cette problématique. Nous manquons en effet tous de solutions et nous sommes tous démunis face à ce phénomène.

L'accompagnement mis en place par le GPAL est peut-être atypique mais il a le mérite d'exister face aux manques de solutions institutionnelles.

Et nous sommes aussi interpellés par les personnes prostituées qui sont inquiètes ! ... ou qui craignent la concurrence.

### **Questions - Débats**

*France Arnaud, Les Amis du Bus de femmes* - Tu dis que les personnes prostituées majeures vous interpellent, mais elles sont aussi mères de famille. Ce n'est pas une question de concurrence mais elles sont réellement inquiètes pour les filles mineures qui se prostituent.

Et de plus, je pense que pour ces mineures, ce n'est pas bon qu'elles se retrouvent avec les personnes prostituées.

*Lyla Itoumaine, Entr'actes* - C'est vrai que nous nous posons beaucoup de questions à ce sujet parce que, outre ce problème de mixité, les mineures nous prennent beaucoup de temps, d'énergie et il nous manque du personnel pour s'occuper des autres personnes qui en ont tout autant besoin.

*Rachid Amichi* - J'ai aussi travaillé auparavant à Lille auprès des prostituées et je peux vous dire que pour une grande majorité, l'attitude à l'égard des mineures prostituées n'est jamais par rapport à la concurrence, les majeures sont toujours inquiètes.

La prostitution des mineurs est une prostitution qui monte. Les clients considèrent les prostituées comme des pigeons, mais les prostituées considèrent les clients comme des sauveurs car elles sont en errance. La personne qui les trouve est leur sauveur car elle leur paie leurs cigarettes, leur chambre d'hôtel... Et quand ces « sauveurs » se transforment en proxénètes, les mineurs ne se rendent pas compte.

A Lille, à l'époque, les jeunes venaient de Roubaix, environ 80%. A Roubaix, il y a une situation de grande misère. C'est le seuil de pauvreté le plus bas de France. La prostitution est donc une solution pour avoir de l'argent rapidement.

Il y a aussi une chose importante : les mineurs qui rentrent dans la prostitution sont souvent des garçons et filles qui ont été abusés. Beaucoup de filles du Nord qui ont eu un enfant à 14 ans de leur père, retournent sur le trottoir ou dans les arrières salles des cafés pour s'en occuper.

Leur prostitution est souvent alimentaire. Mais ce n'est pas toujours pour manger mais aussi pour dépenser l'argent gagné rapidement. Les mineurs tombent vite dans le cercle de l'argent « facile ». Ils sont plus en danger que les autres.

Mais c'est important de dire qu'il n'y a pas de concurrence avec les personnes prostituées majeures.

*Virginie Monk, Entr'actes* - Avant la loi LSI, il y avait très peu de cas de mineurs dans la prostitution...

Depuis 2006, nous voyons beaucoup plus de mineurs, et nous nous sommes rendu compte qu'il y avait effectivement un noyau à Roubaix : toutes les gamines viennent du même quartier de Roubaix. Il semblerait que deux d'entre elles ont le rôle de cheftaines et qu'elles amènent les autres.

Quant à une potentielle concurrence entre les mineures et les majeures, je sais que c'est très minoritaire et peu significatif mais une fois, nous avons eu la réaction de deux femmes qui sont venues au local et qui étaient agressives sur ce sujet : « elles font sans capotes, cassent les prix. »...

*Rachid Amichi* – Concernant leur lieu de travail, je voudrais rajouter que beaucoup travaillent dans des clubs échangistes, dans des sex-shops. Elles sont utilisées comme monnaie, elles rendent des services. Les filles mineures sont souvent emmenées dans ces lieux et elles ne sont pas contrôlées systématiquement.

*Lyla Itoumaine, Entr'actes* – J'ajouterais que même lorsqu'elles sont contrôlées par la police, cela ne pose pas de problème. Elles nous disent que comme elles sont connues, elles n'ont pas de soucis... Alors que la police met du cœur à l'ouvrage pour la répression des prostituées majeures, on ferme les yeux sur la prostitution des mineures !

*Maura Fenotti, Lotus Bus Paris* - Rencontrez-vous également des mineures étrangères ou étrangères en errance et si oui, quelle est leur nationalité ?

*Lyla Itoumaine, Entr'actes* - Nous rencontrons uniquement des filles et pas de mineures étrangères. Elles sont françaises, souvent d'origine maghrébine avec un passé ASE... mais sinon nous ne rencontrons pas d'autres nationalités. Il y a bien aussi quelques filles vivant avec des gens du voyage, mais nous travaillons en partenariat avec d'autres structures pour ces personnes.

*Claudia Anjos-Cruz, Le PASTT* - Quelle est leur situation au niveau de la santé ? Au niveau des papiers ?

*Lyla Itoumaine, Entr'actes* - La plupart des mineures ont la CMU, elles sont en principe bénéficiaires par le biais de leurs parents, mais souvent elles sont en rupture familiale donc cela pose un problème. Pour les consultations, nous les orientons vers Médecins Du Monde, nous allons avec elles à l'hôpital, et nous demandons d'envoyer la facture aux parents qui ont toujours la CMU...

*Philippe Conti, Autres Regards* – Vous avez des propositions d'hébergement pour les jeunes filles ?

*Lyla Itoumaine, Entr'actes* - Nous ne sommes pas une structure d'hébergement, nous les laissons se reposer pendant la journée. On ne paye pas les nuits d'hôtel, outre le fait que ce soit interdit pour les mineurs, mais nous ne le pouvons pas compte tenu des restrictions budgétaires.

*Monique Mickaëlis, Grisélidis* - Il est judicieux de développer une action dans ce sens là, mais c'est au risque de faire un mélange des genres... Cela nous est arrivé à Toulouse. Nous avons été auparavant en prise avec des très jeunes en errance (qui n'étaient pas forcément prostitués), et au-delà de notre mission nous étions repérés par des jeunes en errance... C'était très intéressant et très important d'être un lieu de pause à un moment donné pour eux, mais seulement dans la mesure où il existait une prise en charge par un autre service. Maintenir le lien est essentiel, mais, par contre, si vous instaurez une action dans votre cadre général, vous allez vous y perdre, vous, et maintenir une confusion.

*Lyla Itoumaine, Entr'actes* - J'entend, mais nous nous sommes trouvés pris au dépourvu. C'est clair que nous ne pouvons pas nous substituer aux structures qui existent déjà... Mais apparemment, il y a des problèmes dans l'accompagnement déjà existant. Notre but n'est pas du tout de développer l'action « prostitution mineures ».

De plus, chaque jeune a, en théorie, un référent social. Certains nous contactent car ils ont une volonté d'agir. A l'inverse, il n'est pas possible d'avoir une rencontre avec les référents. Le problème de responsabilité juridique se pose à nous également.

*Rachid Amichi* - Juste pour finir, cela peut vous intéresser, au niveau de la prostitution des mineurs, nous sommes financés sur une mission prostitution, par le Conseil Régional, le Conseil Général et le FASILD... A Marseille, nous avons en effet des jeunes marocains qui se prostituent en arrivant en France.

*Lyla Itoumaine, Entr'actes* - En ce qui nous concerne, le Conseil Général refuse de financer les actions dans le milieu de la prostitution, il nous renvoie toujours sur la DDASS.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Merci beaucoup pour ces interventions.

## **La prostitution maghrébine à Marseille**

*Laure Chianèse, psychologue sociale de la santé  
Autres Regards*

Bonjour, je m'appelle Laure Chianèse, je suis psychologue sociale de la santé et j'ai été embauchée par Autres Regards pour faire un état des lieux des populations migrantes prostituées à Marseille, parmi lesquelles les hommes et femmes d'origine maghrébine qui sont ceux dont je vais vous parler aujourd'hui.

Je vais d'abord commencer par vous parler rapidement d'Autres Regards qui est une association de santé communautaire qui travaille pour et avec des personnes prostituées et qui reçoit ainsi toute personne ayant un lien avec la prostitution, sans aucune autre condition.

L'objectif général de l'association est de développer une action de santé publique et communautaire en collaboration avec les personnes prostituées pour la prévention et la réduction des risques de contamination par des Infections Sexuellement Transmissibles. Elle lutte contre les exclusions, pour l'accès aux soins, l'accès aux droits et à la citoyenneté, en donnant aux personnes les moyens d'une certaine autonomie (sanitaire et sociale).

L'association rencontre les personnes prostituées dans son local qui ouvre trois jours par semaine avec un accueil informel et différentes permanences. Elle les rencontre aussi durant deux tournées de nuit par semaine, réalisées dans les quartiers sud et le centre ville, et cinq tournées de jour sur Marseille et ses environs. Autres Regards a rencontré, en 2005, 148 personnes migrantes prostituées dont 87 personnes d'origine maghrébine, essentiellement algérienne, soit 60% de la population migrante prostituée sur marseille.

### **Noailles, le contexte sociologique**

Il existe à Marseille une forte communauté de personnes d'origine maghrébine. Cette communauté maghrébine se retrouve dans certains quartiers de Marseille et notamment à Noailles, dans le centre ville marseillais. Ce lieu permet de maintenir un lien avec le pays d'origine. La communauté de personnes maghrébines y est tellement importante qu'on observe un mode de vie qui se rapproche de celui du pays d'origine.

C'est aussi un quartier où la population se trouve en situation de précarité. Les personnes qui y vivent, ont des ressources financières réduites et se retrouvent dans un état de vulnérabilité et d'insécurité sociales qui affecte les besoins les plus fondamentaux (logement, santé, formation, emploi).

A la précarité s'ajoute l'exclusion, notamment pour ceux et celles qui sont en situation irrégulière, puisqu'au sens strictement légal du terme, seuls les sans-papiers seraient de véritables «exclus». Le problème essentiel de l'exclusion est que celle-ci est liée à des sentiments d'inutilité sociale et de dévalorisation de soi qui entraînent une telle souffrance psychique que cela peut aggraver une vulnérabilité déjà existante.

### **La rencontre**

Nous rencontrons les personnes prostituées de Noailles lors d'une tournée spécifique de jour. Cette tournée a lieu dans le centre ville, le jeudi après-midi. L'itinéraire de cette tournée nous fait passer par le quartier de la gare St Charles, nous descendons sur Belsunce, puis la canebière du côté de Noailles et enfin nous remontons par les allées Gambetta.

Nous marchons à leur rencontre et très souvent, nous les trouvons assises sur les marches devant les portes d'appartements. Elles disent qu'elles sont fatiguées ; une des premières choses qu'elles évoquent est leur maladie, leur douleur... Effectivement ce sont des femmes âgées puisque plus de la moitié des femmes ont plus de 45 ans dont 25% qui

ont plus de 60ans Elles sont, pour une grande majorité d'entre elles, mères de famille. Enfin, 30% d'entre elles sont séparées ou divorcées et la moitié d'entre elles sont veuves.

Nous les rencontrons en petits groupes. Elles parlent arabe entre elles et peu parlent bien français (30%). Lors de ces tournées, nous pouvons être confrontés à des difficultés de langage, de communication. Néanmoins, nous réussissons à établir un contact : elles parlent de leur famille, des papiers, des clients, de la police, de l'argent.

Elles nous disent envoyer de l'argent à la famille qui, d'après elles, ne sait pas ce qu'elles font. S'il y a eu éloignement de leurs sociétés et familles d'origine, la relation familiale est peut-être le seul lien qu'il leur reste après la migration et l'entrée dans la prostitution. Beaucoup ont des enfants restés « au pays » avec le reste de la famille.

Celles qui sont en situation régulière vont « au pays » en vacances. Celles qui sont en situation irrégulière ne peuvent pas retourner dans leur pays d'origine puisqu'elles ne pourront plus revenir en France. Elles ne voient donc pas leur famille pendant plusieurs années. Une femme, dont nous avons recueilli le récit de vie, voulait passer le mois de ramadan avec ses enfants comme le suggère la tradition mais, n'ayant pas de papiers, elle n'a pas pu faire le voyage.

Si ces femmes nous parlent autant des papiers, c'est parce qu'en plus de tout ce que cela peut impliquer du point de vue administratif, la difficulté de les obtenir a des répercussions sur leur identité de mère et sur leur sentiment d'appartenance à leur culture d'origine, sans pour autant pouvoir s'inscrire dans la société du pays d'accueil.... Il y en a beaucoup dans ce cas puisqu'elles sont 42% à être en situation irrégulière (et 33% d'hommes). Noailles représente une sorte d'entre deux où ces femmes peuvent vivre dans un bain culturel de transition entre le pays d'origine et la France, mais cette étape de transition peut se maintenir si les situations administratives ne sont pas régularisées. La migration les a éloignées de leur pays et société d'origine sans garantir une inscription dans le pays d'accueil Ce décalage crée une situation d'errance conjuguée à une importante précarité matérielle favorable à l'entrée dans la prostitution.

### **Les relations intra-groupe**

Nous avons remarqué que les sujets de conversation sont différents en fonction du contexte de la relation : lors des tournées dans la rue, les sujets abordés sont les sujets dont elles parlent facilement avec leur paires. Quand on les rencontre dans un autre cadre, comme au local, loin des autres ou qu'on les accompagne dans leurs démarches de soin, pour faire les dépistages, à l'hôpital, etc..., nous pouvons aborder des choses beaucoup plus personnelles et plus « graves » comme certaines maladies tel que le VIH ou le cancer.

Mme B nous dit que dans la rue au sein de cette communauté, « c'est chacun pour soi, c'est pas du travail, y a pas d'amie. On se parle, on travaille ensemble, mais on ne se racontent pas nos vies ».

Ces femmes constituent un groupe spécifique puisque, outre l'observation des relations interpersonnelles (comme la rivalité, la connaissance des autres femmes maghrébines qui travaillent) et malgré l'apparente absence de solidarité, nous avons remarqué une organisation spécifique du groupe notamment lors de l'entrée d'une nouvelle dans l'activité prostitutionnelle. Une d'entre elles nous a expliqué qu'au sein du groupe, l'initiation des « nouvelles » est assurée par une des femmes déjà expérimentées.

Cette initiation peut prendre des formes plus familiales et concerner les enfants. Ainsi avons-nous observé que certaines « nouvelles » n'étaient autres que les filles de personnes prostituées déjà établies. Leur précarité est telle que la transmission semble ne pouvoir se faire que sur ce mode, par l'entrée dans la prostitution. Ce phénomène est encore peu répandu et touche plus particulièrement les femmes vieillissantes voyant leurs revenus s'effondrer.

## **La création du lien : la médiation culturelle**

Nous cherchons à créer un lien privilégié dans le temps à travers les tournées, les accompagnements et l'écoute à l'accueil. Ce lien a été facilité par le travail, au sein de l'équipe, d'une personne maghrébine ayant eu une expérience de la prostitution dans le centre ville de Marseille.

### **Les tournées**

Plusieurs sujets sont abordés pendant les tournées.

- la prostitution

Le lieu et le moment de l'activité :

La prostitution des femmes maghrébines est une prostitution essentiellement diurne : « la nuit, y a des voleurs, des voyous... ». Elles travaillent la journée toute la semaine sauf le mercredi pour celles qui ont des enfants. Elles travaillent à l'hôtel si le client veut bien payer la chambre sinon elles travaillent chez elles, dans leur appartement ou studio, ce qui a un impact sur leur vie privée et leur famille. Ce mélange des registres (prostitution et vie privée) est une caractéristique spécifique de ce groupe.

La migration et l'entrée dans la prostitution :

La date d'entrée dans la prostitution correspond de façon récurrente à la date de la migration. Certaines disent qu'elles savaient qu'elles allaient se prostituer et d'autres ne le savaient pas. L'accès à l'activité se fait par le groupe comme nous l'a expliqué une femme qui nous raconte être venue faire des ménages pour envoyer de l'argent à ses enfants restés en Algérie. Elle a commencé par faire des ménages. Elle gagnait 40 à 50F par jour. Ayant des copines qui se prostituaient, elle s'est dit « je vais apprendre et faire comme elles pour gagner plus d'argent ». Elle s'est vite rendue compte qu'un client lui rapportait 50F, alors elle a continué.

- La santé

Lors de nos phases d'observations, nous avons remarqué que, souvent assises, certaines se lèvent avec difficulté et se plaignent de leurs maladies et de leurs rhumatismes. Nous savons d'ailleurs que 50% des personnes d'origine maghrébine que nous suivons sont diabétiques, près de 17% ont de l'asthme, deux ont fait une IVG et quatre ont été dépistées dont une a découvert sa séropositivité.

Cet état de santé s'explique par le cumul des facteurs de risques : ce sont des femmes âgées qui ont eu plusieurs enfants, qui sont prostituées, qui se nourrissent mal et qui semblent méconnaître les maladies, leurs modes de transmission et leurs conséquences, même si certaines sont suivies médicalement à l'hôpital et/ou à l'association (29% des personnes rencontrées par l'infirmière sont d'origine algérienne et 7% viennent du Maroc).

Pour ce qui est de la protection sanitaire, l'infirmière nous dit que la protection est réservée aux clients, pas aux rapports personnels qui eux sont tabous. Lorsque nous leur posons des questions sur l'usage du préservatif, leur capacité à négocier cet usage avec le client, elles nous répondent que tout va bien.

### **La prostitution masculine maghrébine**

Concernant les hommes maghrébins prostitués, l'association en a recensé 21 sur les 87 personnes maghrébines rencontrées en 2005. Ils ont en moyenne 40 ans, plus de la moitié d'entre eux est en France depuis plus de 10 ans).

Près de 92% des personnes rencontrées sont d'origine algérienne, les tunisiens représentent environ 8% et nous n'avons rencontré lors de nos tournées, aucun marocain.

D'après les membres de l'équipe, il semblerait que tous les hommes maghrébins viennent des grandes villes (Oran ; Alger ; Constantine...).

S'ils appartiennent à la même communauté que les femmes (la communauté prostituée maghrébine), et qu'il y a de nombreuses similitudes avec elles du fait de cette appartenance, nous avons néanmoins observé quelques différences de fonctionnement. C'est de ces différences dont je vais maintenant vous parler.

#### - La migration et l'entrée dans la prostitution

La seule raison évoquée à propos de la migration est l'homosexualité rejetée en Algérie (religieusement et culturellement). Les homosexuels y sont parfois persécutés, frappés, menacés et certains viendraient en France avec l'espoir de trouver une liberté totale, éloignée de tout jugement.

Concernant le parcours prostitutionnel, un travesti nous a dit avoir travaillé en Avignon et un autre en Algérie. Nous savons par ailleurs que pour quatre d'entre eux le début de la prostitution correspond à la date d'arrivée en France. Un seul, arrivé depuis moins d'un an, travaillait depuis 16 ans en Algérie.

A propos de la pratique prostitutionnelle, un travesti nous a parlé de la difficulté que les femmes devaient avoir par rapport à ce type de sexualité multi-partenaire qui pour eux est plutôt habituelle. S'ils donnent par ailleurs des raisons d'ordre économique à leur activité, ils ne parlent jamais de leur initiation.

#### - Les relations intra groupes

Concernant le fonctionnement intragroupe, c'est parce qu'on a observé des éléments de relations interindividuelles et une organisation, spécifiques aux hommes prostitués maghrébins, qu'on peut parler de groupe. En effet, même si les observations changent d'une tournée à l'autre, puisqu'un soir ils sont dans une même rue, un autre soir chacun est seul à 'son coin' ou bien marche dans les rues, nous constatons que certains d'entre eux arrivent et/ou repartent ensemble. Ils savent, par ailleurs, qui est sorti ou qui ne viendra pas.

#### - Le lieu et le moment de l'activité

Au niveau de l'activité, on ne peut pas dire qu'ils soient très mobiles. Mis à part une ou deux exceptions dans les quartiers sud de Marseille, ils travaillent toujours au même endroit dans le centre ville (notamment le quartier de la gare), dans la voiture du client et/ou à l'hôtel.

Ils travaillent tous la nuit et ceux que nous avons rencontrés sur leur lieu d'activité étaient travestis. Ce qui ne veut pas dire qu'ils le soient tous. Il se pourrait en effet, que certains que nous n'avons pas repérés viennent travailler « en homme ».

D'autre part, nous ne savons pas s'il y en a qui travaillent dans leur propre appartement, mais nous n'avons rencontré qu'un seul travesti maghrébin travaillant dans sa voiture dans les quartiers sud qui nous dit être occasionnel et venir deux soirs par semaine.

#### - La santé

Aucun ne nous a parlé de paternité alors que d'après les dossiers, nous savons que deux d'entre eux ont des enfants. Se pose alors la question délicate de la bisexualité par désir physique ou par désir culturel pour « faire bien ». Pour ce qui est des addictions, nous n'en avons observée aucune qui puisse être spécifique à la communauté des hommes maghrébins prostitués... quelques uns fument des cigarettes et certains boivent occasionnellement.

#### - La création du lien

Au sujet de la construction du lien avec l'association, le peu de personnes observé a un rapport complètement différent selon le binôme de salariés qui fait la tournée, le temps depuis lequel il est arrivé et le fait qu'il ait, ou non, « fait un client ».

La quasi-intégralité des hommes travestis maghrébins rencontrés nous a dit connaître l'association depuis plusieurs années. Pourtant peu de choses sont dites lors des tournées, hormis les thèmes « récurrents » comme les clients (qui manquent, qui « veulent sans capote », qui sont agressifs), le temps (qu'il fait ; depuis lequel ils sont là) ou leurs sorties. Le seul thème qui ait été abordé presque à chaque fois est celui des sachets de préservatifs et des clients qui les refusent. Un seul nous a parlé du positionnement de l'association par rapport à l'homosexualité. Ce lien de positionnement entre homosexualité et prostitution est intéressant. Ce type de confusion renvoie peut-être au fait que, pour plusieurs d'entre eux, ils n'auraient pas été prostitués s'ils n'avaient pas migré.

### Questions - Débats

*Sandrine Musso* - Je viens de finir un travail sur ce public là et je trouve intéressant ce que vous racontez, et notamment concernant la motivation d'entrée dans la prostitution. Cela met en lumière deux discriminations, la première concernant leurs situations dans le pays d'origine, où elles n'ont aucun moyen de survie, et où leur porte de sortie est le fait d'émigrer avec un projet. C'est à ce moment là que l'on rencontre la deuxième discrimination : l'insertion sur le marché du travail en France se fait surtout par le travail domestique. Ensuite, comme elles sont amenées à vivre dans des logements sociaux et au milieu de cette population, on leur montre qu'il y a d'autres moyens pour gagner de l'argent que de faire des ménages. Cette situation est bien spécifique à ces femmes là.

Cela a commencé dans les années 1990. Ce n'est pas du tout la même histoire que les personnes qui vivent dans les quartiers.... Ce n'est pas une prostitution issue de cette communauté des quartiers.

J'ai une question concernant les clients. Il existe une spécificité à ce niveau également car les clients sont aussi dans la précarité, et il y a des raisons sexuelles aussi, une spécificité en terme de prévention... On peut aussi les cibler en terme préventif. Ce n'est pas une population qui a fait l'objet d'initiative de prévention. Avez-vous discuté avec des clients ? Qu'est ce qui change dans le quotidien avec le ramadan ?

*Hervé Landa, Autres Regards* - Par rapport à la question de l'exclusion, les personnes se retrouvent dans un quartier spécifique, où on leur propose des solutions de travail autres que devenir femmes de ménage. L'accès aux papiers est très compliqué donc il n'est pas possible de s'inscrire dans la société française ; elles trouvent des solutions pour se loger, par quelqu'un, et elles ressentent une douleur profonde car par rapport au pays elles sont dans un pays riche et doivent avoir de l'argent. Elles ont l'obligation de ramener de l'argent. Il pèse une grande pression sur elles ; elles ont l'impression d'être exploitées.

Il y a la question du mariage qui permet de stabiliser cette situation: « je m'abandonne à quelqu'un pour régler cette question des papiers ». C'est la même chose pour les garçons, pourtant homosexuels, qui veulent se marier avec des femmes.

*Fatima Saber, Autres Regards* - Pour répondre à la question concernant les clients, ils sont français, turcs, il y a des blacks et des maghrébins qui sont dans la précarité. Souvent elles ne veulent pas les prendre parce qu'ils ne mettent pas de capotes et qu'ils ne payent pas beaucoup. Concernant le Ramadan, certaines ne travaillent pas, elles partent dans la famille et après la rupture du jeûne, certaines descendent dans la rue. Elles ne se prostituent pas pendant le jeûne, la journée. Elles restent dans le quartier, mais ne se prostituent pas.

*Sandrine Musso* - Par rapport au manque de solidarité, je voudrais rajouter qu'il existe des formes de solidarité communautaire qui sont mise en place, certaines valeurs qui sont importantes. Par exemple, j'ai observé qu'une collecte avait eu lieu lorsqu'une nouvelle femme est arrivée. Je pense que la solidarité existe.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Oui, mais cela reste dans le cadre de la prostitution et pas dans le cadre de l'appartenance à la communauté maghrébine. Ce n'est pas dans le cadre culturel. La communauté maghrébine a tout de même une culture d'accueil. Mais cela représente beaucoup de travailler là pour ces femmes, elles sont méfiantes par rapport aux autres, concernant les papiers...

*Philippe Conti, Autres Regards* – Il y a aussi une possibilité d'exploitation de cette situation, certaines profitent de mettre la pression sur les plus vulnérables.

*Valérie Soyer, Autres Regards* - Nous n'avons pas parlé non plus de la santé : les personnes maghrébines ont plus peur d'avoir un cancer que d'être séropositives. Pour elles, avoir un cancer, c'est mourir dans les trois ou six mois.

*Hervé Landa, Autres Regards* – C'est une situation que l'on rencontre : la représentation par rapport à la maladie est très différente. En Algérie, le cancer est tabou : quand un médecin annonce que l'on a un cancer c'est fini.

*Rachid Amichi* - Il existe aussi des femmes algériennes qui ont été répudiées et qui ne peuvent plus retourner chez elles. La cause de cette répudiation est la prostitution. Il y a une précarité qui n'existerait pas là bas, chez elles, car il y a une autre solidarité... elles sont souvent plus en difficulté en France que dans leur pays d'origine.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Bien sûr, elles perdent leurs repères culturels, ce qui se passe autour d'elles les dépasse : elles parlent beaucoup de leur pays, de leurs racines parce que c'est ce qui fait sens pour elles. Il est difficile de les aider... Pour les garçons homosexuels, ils avaient avant l'obligation de partir suite à la terreur faite contre eux... C'est un double traumatisme parce que ce qu'ils ont vécu dans leur pays d'origine n'est pas reconnu ici. Par exemple, leur demande d'asile n'est pas reconnue.

*Fatima Saber, Autres Regards* – Et puis, concernant la santé, après le dépistage il y a le résultat : Comment gérer l'après maladie ? On en parle à la famille ou pas ? Comment mettre en place les comportements de prévention ? ...

*Hervé Landa, Autres Regards* – Merci.

## **La prostitution nigériane**

*Cécile CONDOMINAS, Educatrice - Véronique HUQUELEUX  
Médecins du Monde (MDM) Nantes*

Funambus est la mission prostitution de Médecins du Monde à Nantes.

Nous faisons deux tournées de bus par semaine. L'accueil de jour se fait quatre fois par semaine, et nous proposons un soutien social, juridique, administratif, médical et des accompagnements si nécessaires.

Nous organisons également des ateliers santé et des groupes de discussions en français.

La population que nous rencontrons est partagée entre les « traditionnelles » et les nigérianes pour moitié.

### **La prostitution nigériane**

#### Les conditions de la migration

L'histoire dans la migration est la suivante : Les femmes et jeunes filles nigérianes ont commencé à arriver en Europe autour de 1999/2000. Certaines personnes ont bien réussi et ont donné envie à d'autres de venir. A Nantes, elles sont arrivées massivement en 2001 et 2002. La plupart ont voyagé en avion, avec de fausses pièces d'identité, rendues dès leur arrivée sur le territoire. De là, elles ont entamé des procédures de demande d'asile de façon à être en règle. Elles sont très jeunes, mais nous ne pouvons pas dire si elles sont mineures ou majeures car elles ont des faux papiers.

Toutes semblaient être volontaires au départ, de façon à améliorer les conditions de vie de leur famille au Nigeria et pour s'assurer un futur moins sombre. Elles ont pour mission aussi de prendre soin de leur famille. Il y a eu une évolution, avant c'était le rôle des fils aînés, maintenant c'est le rôle des filles aînées. Certaines sont mamans et souvent il n'y a pas de papa. Elles étaient nombreuses à savoir qu'elles se prostitueraient en Europe, mais pas toutes : certaines pensaient faire des petits boulots, des gardes d'enfants, de la coiffure... D'autres imaginaient qu'elles n'auraient que quelques partenaires fortunés, sans recours donc à la prostitution de rue, avec la cadence que cela implique. Par contre, l'ensemble pensait qu'il était très facile et rapide d'accumuler de grosses sommes d'argent et la déception est donc terrible. Elles sont très surprises par la forme de la prostitution.

Leur arrivée est organisée par l'intermédiaire des fameuses « madames », personne à qui elles devront payer entre 45 000 et 60 000€. Ce montant est défini au pays, mais elles n'avaient pas du tout conscience du travail que cela représente... Ce montant n'a pas de valeur pour elles. Leur projet de départ est de travailler pendant 2-4 mois pour la personne et ensuite pour soi-même. Mais cela ne se passe pas comme ça. Afin de s'assurer que les personnes paieront cette somme, des rites vaudous sont célébrés avant leur départ : le joujou. A Nantes, elles sont présentées à d'autres « collègues » et entrent par ce biais dans la prostitution. Avec le vaudou et les menaces que cela suppose en cas de non paiement, la pression psychologique est importante.

#### Le fonctionnement du groupe

Les jeunes femmes nigérianes vivent en communauté. Elles sont soudées et il y a une grande affection des unes envers les autres. Il y a une apparente solidarité entre elles, mais leurs relations se basent finalement plus sur de la concurrence, du contrôle mutuel. Elles sont très nombreuses, en entretien individuel, à exprimer leur profonde méfiance... Toutes ont dit qu'elles ne se faisaient pas confiance. Il est strictement interdit d'évoquer la situation des autres devant chacune d'entre elles. La solidarité est donc un peu superficielle.

Il y a également une histoire de concurrence entre les femmes, c'est la compétition : elles envoient au pays des mèches de la perruque ou la petite culotte de leurs « collègues » pour qu'un charme soit jeté sur elles.

La précarité dans laquelle elles se trouvent les contraint à vivre à plusieurs dans un même logement, et plus rarement en hôtel, à l'exception des plus jeunes arrivées, qui essayent de s'autonomiser immédiatement. Dès qu'elles le peuvent financièrement, elles cherchent à quitter le groupe pour avoir une plus grande liberté.

Dans la rue, elles font bloc face aux autres personnes se prostituant et les liens sont très rares, voire conflictuels (même si les relations sont plus calmes depuis un ou deux ans).

Leurs connaissances en terme de santé et de réduction des risques étaient très variables d'une personne à l'autre, mais globalement, assez faible. Il n'y a pas vraiment de parrainage des pairs pour leur expliquer comment agir avec les clients. On leur dit seulement de mettre des préservatifs pour tout acte sexuel, on leur apprend quelques mots de français et c'est tout... elles ont toutes entendues parler du Sida, du préservatif, mais leur connaissance à ce sujet est faible. Elles sont en grande demande de soins, d'informations... Elles prennent soin de leur corps.

Elles sont de ce fait très preneuses d'informations sur la prévention, les modalités de soins en cas de ruptures de préservatifs, de vaccination contre l'hépatite B... Bref, elles se sentent très concernées par nos messages et d'une manière générale, très consommatrices de soins (voire trop !).

Nous bloquons par contre sur certains sujets : notamment sur l'hygiène intime, la protection lors de leurs relations personnelles, le mode de contraception, l'usage du gel. Concernant le gel, elles pensent que ça peut créer des mauvaises odeurs, remonter dans les intestins... Elles font une différence entre le gel sur le préservatif à base d'huile et le gel que l'on distribue en dosette à base d'eau. Nous avons constaté qu'elles essayaient les préservatifs pour enlever le gel sur les préservatifs... Et surtout, que toutes les Nigériennes de Nantes ont cette même pratique. Les croyances sont donc partagées. Elles se parlent et se disent comment faire. Le facteur culturel est essentiel et nous avançons donc à tous petits pas, grâce aux informations qu'elles nous délivrent. Il est aussi important de faire des démonstrations.

## Les relations avec Médecins Du Monde

La méfiance envers MDM était initialement très forte : c'est avec le temps que la confiance a pu s'installer. Aujourd'hui, les femmes nous reconnaissent comme étant des interlocuteurs intéressants et non dangereux et il n'est pas rare qu'elles viennent au local nous présenter les nouvelles arrivantes pour que nous les accompagnions dans leurs démarches d'accès aux droits. Les relations se sont améliorées avec les accompagnements.

Depuis que nous avons un local spécifique (décembre 2004), les relations se sont encore améliorées : elles s'approprient le lieu, s'y sentent vraiment bien. Un certain nombre de tabous sont donc tombés : la prostitution comme activité volontaire, les faux récits de vie Ofpra, le vaudou, la dette et d'une manière générale, elles abordent maintenant aisément leurs vies au pays, leurs traditions, valeurs, relations amoureuses. Le travail de réduction des risques en est largement facilité. Auparavant, tout ce qui était personnel était totalement caché. On ne se ment pas.

Depuis un an, nous mettons en place des ateliers santé, l'idée de prendre soin de soi : nous ne travaillons pas sur les MST, pas sur le côté sombre, mais plutôt sur comment prendre soin de soi, comment se relaxer, les relations hommes-femmes. D'une position relativement passive dans un premier temps (même si elles étaient intéressées par les sujets proposés), elles prennent de plus en plus d'initiatives maintenant. Elles ont récemment

participé à une de nos réunions d'équipe pour demander que l'on organise des groupes d'échanges et de discussion en français, chose faite depuis juin 2006.

## Conclusion

Le travail de réduction des risques est largement facilité dès lors que les échanges peuvent être libres : ce sont elles qui nous apprennent finalement comment elles peuvent se protéger au mieux, en accord avec leurs traditions...

Il réside quelques points de blocage comme vus plus hauts et notamment les relations sexuelles privées : à ce niveau, les conduites à risques sont très nombreuses. Mettre un préservatif avec un petit ami nigérian semble être un tabou.

## Questions - Débats

*Rachid Amichi* – Avez-vous des cas de prostituées nigérianes qui se sont faites arrêter pour proxénétisme ?

*Cécile Condominas, Funambus MDM Nantes* - Non, il n'y a pas ça à Nantes. A Angers, pas très loin, oui, dès qu'il y a plus de 2-3 prostituées nigérianes ensembles sur le trottoir, elles sont embarquées par la police. A Nantes, la stratégie policière est de faire d'un coup beaucoup de contrôles, sept-huit arrestations pendant un mois, une expulsion si ils peuvent, puis pendant 3-4 mois, c'est plus calme. Et ça recommence. Cela suffit pour décourager beaucoup de nigérianes. En 2005, nous avons eu cinq-six expulsions.

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* - Vous évoquez des personnes qui ont des identités d'emprunt. Cela pose des problèmes de papiers : quand elles veulent faire une demande de régularisation, comment faites-vous avec les autorités consulaires, et lorsque certaines d'entre elles veulent rentrer au pays, comment faites-vous par rapport aux papiers ?

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* - Quand elles veulent rentrer au pays, c'est relativement simple, on garde la fausse identité et elles arrivent toujours à obtenir un passeport. C'est également assez facile d'obtenir un passeport, en trois semaines, dans le cas d'un retour volontaire au pays avec accompagnement. Lorsque il y a eu des dépositions et lorsque la personne a la volonté de reprendre sa première identité, c'est plus compliqué. Il faut d'abord admettre auprès de la préfecture que cette femme avait une fausse identité. C'est surtout gênant pour les autres. Etant donné qu'aucune femme isolée n'obtient de statut de réfugié, en faisant cela nous relativisons et décrédisons les histoires qu'elles racontent lorsqu'elles arrivent. Cela n'aide pas les autres. Mais ça dépend aussi des préfectures. A Nantes, nous sommes en cours de changement d'identité pour deux personnes, et si nous arrivons à obtenir le passeport par un organisme particulier au pays, ce n'est pas si dur.

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* – Et par rapport au consulat du Nigeria, comment cela se passe-t-il... ?

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* - A part une personne qui était en attente de son passeport pour pouvoir rejoindre son mari anglais, et qui a fait un scandale pendant des heures au consulat... il est très difficile d'obtenir un passeport, il faut des heures d'attente, des aller et retour pour rien, c'est très difficile ! C'est l'Afrique !

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* – Pour nous, il est quasiment impossible de faire des démarches auprès des institutions consulaires...

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* – Cela dépend des interlocuteurs dans les préfectures : A Nantes, pour un passeport qui vient directement du Nigeria et donc qui est signé par quelqu'un d'autre, même si ce n'est pas par les autorités consulaires, ils l'acceptent. Cependant, pour les femmes mariées avec des britanniques, il faut savoir que l'ambassade britannique n'accepte pas les passeports qui ne sont pas signés par les autorités consulaires.

*Kodou Wade, Afrisanté* – Je voudrais tout d'abord approfondir la question de ces réseaux de prostitution dans les pays, au départ et à l'arrivée. Il est très difficile d'obtenir des visas, donc comment se fait-il que ces réseaux arrivent à être fonctionnels, lors des cérémonies, à avoir des visas.. ?Y a-t-il des dignitaires impliqués dedans ?

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* – Concernant la connaissance des rites : les rites vaudous sont très présents au Nigeria, en tout cas au sud, à Benin City... Peut être un peu moins dans le nord, mais je connais moins. Ce rite est bien vécu par les femmes car il leur permet d'arriver en Europe. Des prélèvements de cheveux et de poils pubiens sont effectués, qui sont gardés jusqu'au paiement de la dette. Même si elles sont volontaires, ce rite ne signifie pas rien... il signifie « On tient ta vie entre nos mains ». Ce rite représente beaucoup parce ce que les parties du corps qui vivent après ta mort ce sont les ongles et les cheveux.

Mais je ne peux pas donner beaucoup d'autres détails.

*Véronique Huqueleux, Funambus, MDM Nantes* – Je voudrais rajouter une petite chose. Je suis psychologue, je travaille aussi à Funambus et l'année dernière, on a travaillé sur la question du vaudou et des rites de sorcellerie avec un collègue qui travaille en psychiatrie. Cela nous a permis de mieux comprendre ces questions qui font beaucoup fantasmer. La question du vaudou est quelque chose de très officiel au Nigeria et pas du tout caché, et il faut faire la différence avec les rites de sorcellerie utilisés par les réseaux pour sceller un vœu d'appartenance aux réseaux et lier les filles à ces réseaux jusqu'au paiement de la dette. C'est essentiel du point de vue symbolique et très complexe pour les jeunes femmes d'un point de vue psychique.

*Rachid Amichi* - Cette histoire de sorcellerie ne serait pas une histoire fabriquée là bas ?

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* - En fait, très peu de personnes parlent de ces rites. Ce n'est pas un sujet qu'elles abordent facilement. Aussi nous pensons que ces rites sont réels.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Et elles vont décrire ces choses comme des cauchemars.

*Kodou Wade, Afrisanté* – Mais quelles sont les personnes impliquées ? Les femmes parlent de sorciers, mais ce ne sont pas eux qui obtiennent les visas !

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* – Honnêtement, d'après ce que j'entends, je pense que des personnes sont impliquées jusqu'aux plus hautes sphères, je n'ai pas de détails, de noms, mais il y a une corruption énorme, des grosses têtes sont impliquées. De plus, les parcours d'immigration sont différents. Les personnes passent parfois en voiture par le Maroc et aussi en avion, avec un passeport, où elles sont « la fille de.. », « la femme de... ». Elles arrivent à Paris et elles font une demande d'asile. Cela ne peut être que des grandes instances qui sont impliquées car pour les visas et les passeports, il y a une organisation derrière ça...

*Kodou Wade, Afrisanté* – Concernant les ateliers santé : vous n’abordez pas les MST en général, mais parlez-vous en lors d’accompagnements ou dans le Bus ? Et quelles sont les représentations qu’elles en ont ? Et quels sont la moyenne d’âge et le parcours de vie des personnes que vous rencontrez ?

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* - Concernant la question sur les ateliers santé, nous sommes dans une démarche plus positive, parce que tout le travail de dépistage Sida/IST est fait dans le Bus. Par rapport au dépistage pour les femmes nigérianes, aujourd’hui, elles acceptent toutes cette démarche. Nous faisons venir deux trois fois par an les CDAG dans le bus pour avoir le temps de discuter, de poser des questions. Eventuellement, nous faisons des prélèvements et nous les accompagnons.

Nous avons commencé à parler beaucoup du VIH, puis des hépatites... Aujourd’hui, nous continuons parce que les messages sont à renouveler, mais nous axons aussi sur le suivi gynécologique avec le planning. Le fantasme dans nos institutions est fort. La femme a peur du stigmaté, elle l’a intériorisé, et en face le médecin a aussi des préjugés par rapport à la prostitution, donc il a fallu faire un travail à ce niveau là. Toutes ou presque arrivent maintenant à avoir un suivi. Quand nous avons commencé les ateliers santé dans une démarche de promotion de la santé, c’est parce que nous avons affaire à des femmes, et pas que des femmes prostituées. Donc nous avons aussi envie de parler de comment prendre soin de soi, comment être belle...

*Kodou Wade, Afrisanté* - Dans ce groupe là, avez-vous beaucoup de personnes concernées par le VIH ?

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* - Alors, nous avons quelques personnes qui sont séropositives : 5 personnes nigérianes séropositives sont suivies pour l’instant. La contamination a eu lieu à la fois au pays et en France. Quatre sont sous trithérapie, dont une qui était très prêt de mourir lorsqu’elle a accepté de se faire dépister.

Par rapport à la communauté, le VIH est quelque chose que l’on ne peut pas partager. Je disais auparavant qu’il ne faut pas poser de questions sur les autres femmes de la communauté, mais sur le VIH c’est encore plus profond. Certaines vont même jusqu’à ne pas dire qu’elles ont obtenu des papiers pour ne pas dire pour quelle raison elles les ont obtenu. Il y a un tabou terrible sur le VIH. Pourquoi ? Certaines m’ont dit que – cela ne signifie pas que c’est la vraie raison- « au Nigeria, si tu as le VIH, tu vas à l’hôpital et on te tue. » « Tu ne crois pas que c’est la maladie qui te tue ? » « Non, non, tu vas à l’hôpital et pour t’empêcher de contaminer les autres, on te tue. ». Voilà, c’est peut être une des raisons pour lesquelles ces femmes ne souhaitent pas que les autres connaissent leur séropositivité. Enfin, pour répondre à la question concernant la moyenne d’âge en 2006 sur Nantes, c’est environ 23-24 ans. Les parcours de vie sont très différents. Nous avons très peu de femmes issues du milieu rural, certaines ont un très faible niveau scolaire et d’autres ont un niveau scolaire pas mal du tout. Elles sont toutes différentes.

*Barbara Miamkey, Grisélidis* - Je voudrais rajouter quelque chose sur le VIH. Si les africaines souhaitent cacher le VIH, ce n’est pas forcément à cause de l’hôpital – chacun a sa croyance – mais c’est parce qu’en Afrique, de dire que l’on est séropositive, même à ta sœur ou à ta mère, c’est quelque chose de très grave, parce que tout de suite on te voit autrement : tu ne dois pas manger dans ça, tu ne dois pas toucher ça, parce que c’est une maladie vraiment contagieuse. C’est dans la tête de tout le monde. Tout le monde te fuit, finalement tu n’existes plus. De toute façon, tu meurs doucement donc ce n’est pas la peine de dire ça à d’autres personnes. Tu n’as même pas confiance en ta mère.

Ce que je voudrais savoir c’est pour ces femmes qui vivent entre elles, comment ça se passe pour la femme qui est séropositive ?

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* - Il y en a une qui est partie à Paris, mais que l'on suit toujours au niveau médical et pour les papiers parce que la procédure de régularisation se fait à Nantes. En fait, elle a fait un dépistage à Nantes, et comme elle avait fait un premier dépistage au Nigeria qui était négatif, elle est allée chercher ses résultats très confiante, et elle n'y est pas aller seule... Donc ça a commencé à jaser. Pour ce qui est des autres, elles cachent leur situation. Elles enlèvent toutes les notices des boîtes de leur médicaments, on leur traduit ce qu'il y a écrit sur les boîtes pour qu'elles soient sûres qu'il n'y a rien concernant le VIH.

*Kodou Wade, Afrisanté* - Par rapport à ce que disait Barbara sur le VIH, on travaille avec des personnes africaines qui ont le VIH et je ne suis pas d'accord avec le point de vue selon lequel il n'y a que la dimension de stigmatisation qui empêche les gens de parler. Concernant les personnes que l'on suit actuellement, la solidarité familiale a été très forte pour leur permettre de venir en Europe, pour payer le rapatriement (exemple d'un Centre Africain et d'une Togolaise). Dans un contexte de pauvreté, la solidarité familiale est quand même monnaie courante. Je pense qu'il y a d'autres dimensions qui jouent et qui ne sont pas spécifiques aux Africains. On voit souvent dans des associations plus généralistes que beaucoup de personnes cachent leur traitement, et viennent de Nice pour se faire soigner à Marseille pour ne pas croiser des proches.

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* - Les personnes ne veulent aussi pas inquiéter, chagriner les proches...

*Kodou Wade, Afrisanté* - Il y a également la dimension de la culpabilité. Ce n'est pas pareil lorsqu'on est malade de la tuberculose, ce n'est pas ressenti pareil que quand c'est le VIH.

*Valérie Soyer, Autres Regards* - Il est vrai que l'on rencontre différentes raisons pour lesquelles les personnes ne veulent pas dire qu'elles sont séropositives. Par exemple, entre copines, parce que sinon, elles vont le dire aux clients et ça signifie moins de clients... Voilà, c'est également une des raisons de garder le secret.

*Monique Mickaëlis, Grisélidis* - A Toulouse, les femmes nigérianes sont souvent embarquées dans des églises évangélistes. On les culpabilise sur ce qu'elles font et la mobilisation des églises est forte sur ces femmes. Elles ont alors une image d'elle-même qui devient un double lien assez insupportable.

*Cécile Condominas, Funambus, MDM Nantes* - Pour répondre cette question, nous ne rencontrons pas à Nantes ce phénomène là. Peut être que cela viendra... Cependant, ce que l'on entend, ce sont des prêtres qui se font le relais de la « Madame » en disant « ... et payer bien ce que vous avez à payer ».

*Hervé Landa, Autres Regards* - Merci pour votre intervention.

## La prostitution des femmes de l'Est

*Philippe Thelen, coordinateur du dispositif ACSE  
ALC SPRS, Nice*

### Cadre d'intervention

L'association ALC, située à Nice dans les Alpes Maritimes intervient auprès des personnes en situation de prostitution depuis plus de 40 ans. Une convention signée avec l'Etat définit la mission de service public dont nous avons été investis qui consiste à lutter contre l'exclusion des personnes prostituées autour de deux axes :

- Intervention directe auprès des personnes prostituées,
- Actions de prévention.

Les actions proposées par notre service ont une visée individuelle mais aussi collective en fonction de la composition du public, des besoins, des demandes. Elles sont accessibles aux personnes sans qu'aucune condition soit exigée :

- promotion de la santé et des droits des personnes,
- prévention sanitaire et de sécurité sur les lieux de prostitution,
- lutte contre les exclusions notamment par l'accès au logement et à l'emploi,
- assistance aux victimes de la traite des êtres humains,
- soutien aux initiatives individuelles et collectives.

### Evolution du contexte et du public

Dès le début des années 90 nous avons assisté à une constante progression de personnes en provenance d'Europe Centrale et Orientale et des Pays Baltes et plus tardivement d'Afrique subsaharienne. Ce qui a modifié en profondeur le paysage prostitutionnel local mais aussi national.

Les villes de Nice et Strasbourg ont été les premières à y être confrontées. C'est également au cours de ces années que nous avons effectué un voyage d'étude en Italie qui nous a permis de prendre conscience de la dimension européenne du phénomène de la traite des êtres humains liée à la criminalité organisée et de faire connaissance avec le réseau TAMPEP et sa méthodologie de travail concernant la médiation linguistique et culturelle.

L'évolution du public rencontré sur les lieux de prostitution a été très importante, autant dans le nombre de personnes rencontrées que dans l'origine géographique de ces dernières. Alors qu'elles n'étaient que quelques dizaines dans les années 92-93, actuellement elles sont plusieurs centaines.

	TOTAL	France	PECO	AUTRES
1993	182	125	19	38
2003	650	110	476	64
2005	457	82	293	82

Initialement les nationalités représentées étaient majoritairement Ukrainienne, Russe, mais également Tchèque, Slovaque, Pays Baltes et divers PECO. Il n'y avait que des femmes dont la majorité avaient entre 25 et 30 ans, un métier, une famille. Le bloc soviétique venait de s'effondrer. Les femmes ont été les premières à subir les effets du marasme économique et institutionnel qui s'en est suivi, se traduisant un recul énorme de leur statut et une précarisation sociale (harcèlement sexuel pour garder ou obtenir un travail, salaires non versés, dettes, chômage, ...).

Actuellement et depuis 2003 le groupe majoritaire est constitué de Bulgares et de Roumaines notamment en raison de la suppression du visa d'entrée au sein de l'espace

Schengen pour les ressortissants de ces pays. Plus de 450 personnes ont été rencontrées en 2005 sur Nice et Cannes dont une grande majorité d'origine étrangère. La population française diminue globalement.

Depuis 2003 la courbe de progression s'inverse légèrement. La LSI n'est pas étrangère avec la répression du racolage et sa pénalisation qui s'est exercée très sévèrement dans certaines villes.

### **Qui sont ces femmes provenant des Pays d'Europe Centrale et Orientale ?**

Sans vouloir définir un profil type de la prostitution des femmes d'Europe de l'est, je vais vous faire une présentation globale tirée des observations qu'y on été faite au cours de ces dernières années dans le travail quotidien que nous avons effectuée auprès d'elles.

Ce sont des femmes âgées de 18 à 35 ans.

Le contexte économique dans leur pays d'origine est défavorable (peu d'emplois, emplois précaires, salaires insuffisants pour assurer la subsistance familiale) et souvent ces personnes vivent dans des situations qui aggravent leur précarité: les ruptures familiales sont fréquentes, soit avec leurs parents ou avec leur conjoint. Souvent elles ont déjà vécu en couple.

L'alcoolisme et la violence des hommes, des problèmes de santé importants sont très présents au sein de leurs familles.

Leur niveau d'études est très variable, allant de la fin de l'école primaire à l'enseignement supérieur.

Elles sont parfois issues de milieux sociaux défavorisés.

Certaines d'entre elles vivent une marginalisation importante du fait de leur appartenance à une minorité ethnique (rom, turque...).

Les motivations perçues par les travailleurs sociaux pour le départ à l'étranger sont d'ordre économique: il s'agit d'accéder à une vie meilleure, de gagner de l'argent rapidement, de rembourser une dette personnelle ou familiale, de remédier à l'absence de perspective de travail dans le pays d'origine, de faire vivre la famille, accéder aux biens de consommation.

Au départ, le projet d'immigration est temporaire : partir pour quelques mois et revenir avec un capital permettant de vivre décemment au pays. Malheureusement le rêve se transforme souvent en cauchemar.

Les modalités d'entrée dans la prostitution se font par l'intermédiaire de proches, de personnes qui inspirent confiance, qui ont une aisance matérielle ou une certaine notoriété.

L'activité proposée est en général connue, rarement les conditions et le lieu de son exercice.

La famille est très souvent maintenue dans l'ignorance de la prostitution par la jeune femme.

D'un point de vue psychologique, une fragilité affective importante est fréquemment repérée. Les sentiments de solitude et de honte sont omniprésents. Le recours à une relation amoureuse salvatrice dite « syndrome du Prince Charmant » répond à une attente affective surdimensionnée recherchée par une séduction à tout prix. Dans les relations amoureuses, l'investissement est immédiat et la relation avec le partenaire est souvent faite de soumission.

### **Quelles sont les difficultés, les ressources ?**

Les difficultés repérées

Les facteurs de stress sont multiples, mais les menaces exercées par les proxénètes

sur les jeunes femmes ou leur famille sont prépondérantes. Les craintes s'expriment explicitement lorsqu'il s'agit de déposer plainte ou de témoigner pour mettre en cause le réseau. La méconnaissance du droit français, la méfiance à l'égard des institutions, l'irrégularité de la situation sur le territoire, ainsi que les récits de représailles sur les dénonciatrices de réseau véhiculés sur le trottoir contribuent à augmenter le sentiment d'insécurité.

L'absence de protection pour elles-mêmes et leur famille, les incertitudes sur la prise en compte de leur parole par la police, sur la condamnation et l'incarcération des proxénètes rend la démarche pénale extrêmement angoissante.

D'une manière générale, dans les premiers temps de l'accompagnement, les questionnements nécessaires aux démarches, quelle que soit leur nature - médicales, sociales, administratives...- provoquent une méfiance consécutive à un vécu intrusif. Les personnes se méfient de ce qu'elles peuvent dire et surtout de la façon dont vont être utilisées les informations. Elles sont très soucieuses du regard et du jugement qui peut être portés sur elles.

Même si la prostitution peut être évoquée au service, elle reste un tabou. La menace de révéler leur prostitution à leurs proches est du même ordre que la menace de mort car cette révélation peut entraîner la déchéance sociale de la famille. Le poids du secret est très lourd et altère les relations avec leurs proches. Parfois la famille se doute de l'activité prostitutionnelle ou la connaît, ce qui importe alors, c'est que cela ne se sache pas à l'extérieur.

Les personnes gardent toujours des contacts avec leurs familles. Beaucoup d'entre elles ont des enfants qu'elles ont confiés à un proche. Lorsque leur absence, d'abord envisagée pour une courte durée, se prolonge, des problèmes de garde d'enfants restés au pays, s'ajoutent à leurs préoccupations. Cela peut même devenir une pression supplémentaire.

Ces personnes ont très fréquemment des problèmes de santé dont certains sont récurrents ou antérieurs à leur arrivée. D'autres sont liés aux traumatismes qu'elles ont subis. Elles souffrent de problèmes gynécologiques, de troubles psychologiques et psychosomatiques.

La demande de soins est importante, mais souvent les personnes ne sont pas satisfaites des médecins ou des soins proposés. Leur rapport à la souffrance est très variable : elles souffrent beaucoup sans se plaindre et vice versa.

Il leur est souvent difficile de parler de la sexualité : la confiance doit être préalablement établie. La contraception ne va pas de soi, souvent par manque d'information, et l'IVG est souvent banalisée.

## Les ressources

Ce qui soutient les jeunes femmes pour faire face aux multiples difficultés qu'elles rencontrent, dans les premiers temps de leur activité, c'est l'espoir de voir aboutir leur projet ou de remplir la mission qu'elles se sont imposée : gagner de l'argent pour rembourser la dette, aider la famille, etc...

A leur arrivée, elles ne sont jamais seules, elles font partie d'un groupe de personnes qui partagent les mêmes conditions de vie qu'elles. Le sentiment d'appartenance et la solidarité qui se développent entre elles constituent un soutien pour chacune, au-delà des rivalités souvent attisées par les manipulations des proxénètes. L'illusion de l'aspect transitoire de leur situation - trois à six mois- les aide à faire face à ce qui leur arrive. Parfois, un sentiment amoureux à l'égard du proxénète les soutient dans les premiers temps de leur activité.

Par la suite, lorsqu'elles prennent la mesure de leur enfermement à force de contraintes, de menaces et de violences, c'est leur instinct de survie, leur courage et leur sens des responsabilités qui s'exercent pour assurer leur propre sécurité et celle de leur famille. Certaines arrivent à surmonter leur sentiment d'impuissance pour tenter de trouver des issues. Elles élaborent alors individuellement ou en petit groupe des stratégies pour améliorer leurs conditions de vie, faire parvenir de l'argent à leurs familles, s'enfuir ou dénoncer les proxénètes.

Le dégageant du réseau ne signifie pas systématiquement l'arrêt de la prostitution : les motivations économiques initiales subsistent et le projet de retour au pays s'avère souvent impossible. L'arrêt de l'activité est favorisé par la rencontre d'un partenaire amoureux, d'un « sauveur » ou d'un travailleur social, ou bien une violence de trop. Elle est envisageable lorsque la famille est en sécurité dans le pays d'origine. Une meilleure connaissance des lois françaises et de leurs droits y contribue aussi.

### Adaptation des pratiques professionnelles

En tant qu'intervenants sociaux nous avons du nous adapter à l'évolution du public. Parmi ces adaptations je citerai entre autre :

La Médiation Linguistique et Culturelle : plus qu'un simple « outil », une véritablement professionnalité sans laquelle il nous serait difficile d'intervenir efficacement auprès des personnes avec qui nous sommes en contact. Interface entre deux monde, deux cultures permettant d'établir une communication authentique sans malentendus.

La Médiation en santé publique a été confiée à un éducateur pair au sein du service.

Nous proposons des cours de Français Langue Etrangère : c'est une étape indispensable vers l'autonomie et l'intégration dans la société française ou simplement pour l'accès aux droits.

Nous avons mis en place de nouveaux partenariats avec les services de police, la justice, les préfetures et les organisations internationales.

Nous avons également des relations avec les pays d'origine à travers les représentations consulaires des pays d'origine, des ONG étrangères, etc...

Le dispositif Ac.Sé. est un dispositif national d'accueil et de protection des victimes de la traite des êtres humains destiné à celles dont la situation de danger nécessite un éloignement géographique dans un lieu d'accueil tenu confidentiel. Le contact peut se faire au 0 825 009 907.

Enfin, nous participons au projet Parade (programme EQUAL) : Ce projet vise par le développement d'un vaste partenariat à promouvoir un accompagnement social et professionnel des victimes de la traite des êtres humains, ceci afin de faciliter leur démarche d'intégration en France, en apportant une réponse complète aux besoins du public en vue d'une insertion socio-professionnelle durable en France.

### Identification des victimes

Pour clore mon intervention je poserai le problème de l'identification des victimes de TEH.

La première difficulté concernant cet aspect se situe dans la définition même de victime. Du point de vue pénal il est clair qu'il s'agit de personnes ayant été victime d'une

infraction pénale (proxénétisme, traite des êtres humains bien qu'à ce jour aucune affaire n'ait été instruite à ce titre semble t'il). Mais toutes les victimes ne témoignent pas, ni ne font un dépôt de plainte. Alors toutes celles qui sont dans l'impossibilité de s'engager dans une procédure pénale ou civile en vue d'une réparation légitime par peur de représailles sur elles même ou des tiers proches. Que deviennent-elle ? Qu'elle alternative ont-elles ? Comment et à partir de quoi peut-on leur donner une visibilité, une existence, des droits ? Nous savons que la plupart des personnes que nous rencontrons dans nos différentes associations étaient initialement candidates volontaires à l'expatriation, qu'un bon nombre d'entre elles ont tenté de le faire légalement. Les possibilités réduites d'immigration légale en ont fait des proies toutes désignées pour les organisations criminelles de TEH. Pour celles-ci une approche sous l'angle du respect des droits fondamentaux relatifs à la dignité humaine, à la liberté de décider par et pour soi même, au refus que des individus soient réduits à l'état d'esclave, s'impose à nous de manière résolue et inconditionnelle.

Actuellement il n'existe pas de « standards » communs à l'identification des victimes de la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle et nous ne disposons d'aucune estimation précise du nombre d'entre elles, ce qui rend la tâche difficile. La pénalisation du racolage s'est abattue aveuglément sur l'ensemble des personnes prostituées créant encore plus de confusion et d'injustice.

Nous proposons dans le cadre nos activités un module de formation à l'identification des victimes de la traite. Ce module a été conçu à la suite d'un projet européen (programme AGIS) piloté par l'OIM Bruxelles et impliquant 14 pays européens (Europe de l'ouest, centrale et orientale) dans lequel nous étions partenaire.

Merci de votre attention.

#### **Question – Débats**

*Hervé Landa, Autres Regards* - Comment recrutez-vous les médiatrices culturelles ? Quels sont vos critères ?

*Philippe Thelen, ALC SPRS Nice* - Il est nécessaire que les personnes aient vécu une expérience de la migration. Il faut également une connaissance de la zone géographique concernée, une connaissance de la culture française aussi, et une capacité relationnelle et de communication. La médiatrice culturelle est une passerelle entre deux mondes, deux cultures, également pour décoder une communication non verbale.

*Hervé Landa, Autres Regards* - Merci.

## **Atelier 1 – Evolution de la prostitution : la question du communautaire**

*Modératrice : Sandrine Musso*

Les participants à cet atelier étaient membres de différentes associations ayant en commun un public, celui des prostitué(e)s, et souvent un moment d'émergence, la décennie 1990. D'emblée, dans la présentation de soi faite par les membres de ces associations, les définitions plurielles du « communautaire » étaient remarquables, certains insistant sur le fait d'être des associations mobilisant une « approche communautaire » (Aides, MDM, Cabiria), les autres revendiquant plus explicitement l'identité d' « associations communautaires » ou « issues de la communauté » (Bus des femmes, Autres Regards, PASST). La question, précisément, de ce que recouvrait la mention « communautaire » a été soulevée dès le début des échanges. Ces derniers furent très riches, et nous distinguerons pour la commodité de l'exposé quatre axes principaux de discussions.

### **Un contexte singulier**

Les échanges ont montré combien cette question de l'évolution de la prostitution était concomitante d'une évolution des associations elles-mêmes impliquées dans ce domaine.

Tout d'abord, l'apparition ou le développement d'une prostitution des étrangères et la loi de sécurité intérieure de 2003 ont eu pour conséquences une plus grande difficulté d'accès à ces nouveaux publics. La « mondialisation par le bas », la dégradation des conditions de vie dans les sociétés de départ qui motivent souvent la migration et les faibles opportunités d'insertion au sein du marché du travail national sont des éléments explicatifs de ce développement d'une « prostitution des étrangères ». Cela alors que le contexte politique et juridique national, à l'endroit non seulement des restrictions du droit à l'entrée et à l'accès au séjour des étrangers, mais aussi des prostituées étrangères elles-mêmes, connaît ce qui est décrit comme un « durcissement », induisant un accès plus difficile aux personnes. Les associations se présentant comme « paritaires », « issues du milieu » ou « communautaires » ont ainsi fait l'expérience des limites des réseaux communautaires des acteurs de prévention. L'un des participants à l'atelier évoque ainsi le fait que les actrices et acteurs de prévention issus de la « communauté des « traditionnelles », peuvent ne partager ni la langue ni les codes des prostituées étrangères entrées plus récemment dans le commerce du travail du sexe. Par ailleurs, les enjeux en termes de gestion du stigmate de la prostitution peuvent être différents selon les réseaux sociaux, ce qui peut avoir des conséquences en termes de limites d'une approche communautaire ou de stratégies d' « empowerment » (l'identité sociale de prostituée n'étant pas revendiquée).

En outre, la plupart des associations présentes ont émergé au début des années 1990 souvent animées par une démarche militante. L'action du temps, la professionnalisation et l'institutionnalisation relative de ces acteurs associatifs s'ajoute aux évolutions du contexte précédemment décrites pour questionner les pratiques actuelles et le sens du terme de « communautaire ». C'est donc également sur l'analyse des apports, mais aussi des obstacles de la notion de « communautaire », que les discussions ont porté.

### **Les apports du communautaire**

C'est d'abord en termes d'accès au terrain que de nombreux exemples et situations ont été évoqués, venant souligner les apports de la participation de personnes « issues de la communauté » au travail de prévention et de « réduction des dommages », mais aussi d'orientation et d'accès aux institutions. Le partage de la langue facilite la communication, le transfert d'informations et, au-delà, participe à la construction d'une relation de confiance, fondamentale dans le travail des associations. De surcroît, la participation d'anciens ou actuels membres de la communauté « ciblée » par les actions de terrain (prostituées maghrébines, africaines, venant d'Europe de l'est etc.) peut être extrêmement utile car l'adhésion aux messages de prévention profite des vertus de l'identification avec l'émetteur de ce message.

En plus de la construction plus aisée d'une relation de confiance, le fait d'intégrer des membres « issus des milieux » aux associations permet d'être en plus grande proximité avec les besoins et difficultés énoncés par ces milieux. Cela évite de plaquer la vision de besoins supposés ou perçus qui correspond davantage à des priorités établies a priori par les associations et/ou leurs bailleurs institutionnels.

Les participants à l'atelier ont également souligné combien la mixité au sein des équipes était un élément important et enrichissant : plus que le fait d'être composée uniquement de professionnels, ou de membres d'une « communauté », ce sont la confrontation et l'échange des uns et des autres au sein d'une équipe qui sont essentiels. Il n'en reste pas moins que cela peut être entravé par la place réellement accordée aux représentants issus des milieux ciblés au sein des équipes : simples exécutants ou force de propositions légitimes ? Cela nous amène au troisième point très largement évoqué aussi dans les discussions : les obstacles et difficultés relatifs à la mise en œuvre d'une démarche « communautaire ».

### **Les obstacles et difficultés**

Ce sont tout d'abord les pré-requis permettant de recruter les personnes « issues des communautés » qui ont été discutés.

Plusieurs difficultés sont évoquées, la première et non la moindre étant le peu d'« offre » existant en termes de personnes issues des milieux de la prostitution étrangère ayant le désir de s'investir dans un poste d'animatrice de prévention. Celles-ci peuvent ne pas avoir envie de maintenir un lien avec le milieu après en être « sorti », et ne pas avoir de sentiment d'appartenance communautaire ou de volonté d'assumer le stigmate de la prostitution.

Ensuite, des exemples ont été cités par certains membres d'associations sur les difficultés que pouvaient représenter pour une personne le fait d'être dans un « entre-deux », et les tensions consécutives à l'exercice de cette posture.

Mais ce qui est remarquable est aussi le flou qui entoure les pré-requis nécessaires afin de recruter une personne issue de la communauté : doit-elle en partager la langue et la société d'origine ou aussi les pratiques ? Quelles compétences et qualités doit-elle avoir ? « Être issue de » est-il un élément nécessaire pour fonder une compétence ? Si, à cette dernière question, l'ensemble des participants répond plutôt en valorisant la réflexivité, le recul dont dispose une personne eu égard à des expériences de vie antérieures, il reste que cela semble difficilement mesurable autrement que subjectivement, en l'absence de véritables cursus de formation et ou reconnaissance diplômante en la matière. Le problème de l'absence de reconnaissance des compétences des intervenants de proximité a été souligné.

En outre, a contrario du bénéfice en termes de construction plus facile d'une relation de confiance, le recrutement d'un travailleur issu du milieu peut aussi faire peser sur le projet associatif les inimitiés ou conflits existants antérieurement à l'embauche, et faire s'éloigner du projet certains de ses bénéficiaires potentiels.

Enfin, les difficultés d'interaction entre professionnels diplômés et personnes dont les compétences et le savoir sont issues d'expériences de vie ont aussi été soulevées.

### **Les questions restant ouvertes**

Des questions transversales et ouvertes ont été posées tout au long des discussions, soulignant toute la nécessité de définir avec plus de précision ce qu'il en est du terme de « communautaire ».

Car de quelle « communauté » s'agit-il : d'une communauté de pratiques ? du partage d'un même stigmate ? d'une communauté de projet et d'intérêt ? une communauté de langue et de culture ? de condition sociale ? De manière latente, la confusion entre communauté et identité a semblé de mise : la communauté désigne-t-elle le partage de

conditions d'existence ou un sentiment d'appartenance et/ou d'identité ?

La question du pouvoir a aussi été implicitement posée : à partir de quand peut-on prétendre « parler pour la communauté » ou « porter ses revendications », notamment quand les membres de l'association ne sont pas issus des nouveaux réseaux sociaux auprès desquels ils interviennent et avec lesquels ils travaillent ? C'est là que certains ont évoqué la distinction entre revendication d'une approche communautaire, ou d'un travail de mobilisation communautaire, qui ne suppose pas d'être soi-même issu de la communauté. La distinction entre associations «communautaires » et associations « de santé communautaire » a également été souligné : une association peut être issue d'un projet communautaire, et distinguer ce projet et sa finalité des membres qui la constituent, l'essentiel étant de continuer à promouvoir la participation et travailler « avec » les publics.

L'ensemble des discussions de cet atelier a donc largement fait écho au « tournant » au sein duquel se situent, et les phénomènes d'évolution de la prostitution, et les associations s'étant donné pour mission l'intervention préventive et l'amélioration de l'accès aux soins et aux droits dans ces milieux. Face aux problèmes croissants posés par les difficultés administratives et juridiques et la précarité socio-économique des personnes prostituées étrangères, les associations connaissent manifestement elles-mêmes des questionnements correspondants à la nécessité de reformuler un projet né il y a plus d'une décennie, dans un autre contexte socio-sanitaire et pour des publics différents.

## Atelier 2 – Communautaire et médiation culturelle

*Modératrice : Kodou Wade*

Presque toutes les associations participant à la rencontre étaient représentées dans cet atelier. Un tour de table a été fait pour connaître l'approche du communautaire de chacun et la façon de travailler avec une médiation culturelle et sa pertinence.

Les débats ont tourné autour d'une question principale, à savoir ce qu'est une approche communautaire et quelle est la pertinence d'une telle approche.

Nous nous sommes tout d'abord posés la question de savoir de quelle communauté nous voulions parler. On parle d'appartenance à une communauté culturelle dans plusieurs cas, appartenance à une nationalité, mais également lorsque l'on appartient à une communauté homosexuelle, prostitutionnelle ou VIH.

Mais quelle est la dimension la plus pertinente par rapport au rôle de médiatrice lorsque l'on travaille dans le milieu prostitutionnel ?

Il y a plusieurs enjeux dans le travail de médiation culturelle.

Il est ressorti des débats que pour travailler en tant que médiatrice dans ce milieu, il est important d'avoir un bon niveau de connaissance générale, de connaissance du milieu prostitutionnel et de faire preuve de distance par rapport à la représentation.

Barbara Miamké qui travaille à Grisélidis comme médiatrice culturelle nous a fait part de sa difficulté parfois à travailler en tant que femme nigériane et prostituée.

Elle fait face à des personnes qui balancent entre l'envie d'avoir confiance dans une médiatrice africaine et le désir d'une distanciation par rapport à sa communauté d'origine.

C'est la question complexe de la relation soignant/soigné.

Quand une personne prostituée intervient en tant que médiatrice, la question de la distance prise se pose. C'est une question complexe et difficile dans la mise en œuvre du travail de proximité.

Les participants ont également mis en avant le fait qu'il est important, y compris pour les médiatrices africaines, bulgares et roumaines, de connaître les milieux sociologiques dans lesquels elles interviennent.

Dans le cas contraire, il faut essayer de donner une définition du travail de médiation par rapport à l'interprétariat.

Pour conclure, la médiation culturelle est apparue à tous comme une nécessité dans le travail de prévention auprès des personnes issues des différentes communautés, qu'elles soient comprises comme communauté prostitutionnelle ou comme communauté culturelle, parce qu'il est très difficile d'aller à la rencontre de l'autre quand on ne connaît pas sa culture, son milieu...

### Atelier 3 – Réseaux et groupes communautaires

*Modérateur : Rachid Amichi*

Les participants de ces ateliers faisaient partie des structures suivantes : l'Amicale du Nid, Cabiria, les Amis du Bus des Femmes et Autres Regards.

Nous nous sommes concentrés sur la définition du mot « réseau » et des mots qui en découlent comme « proxénète », « trafic », ce qui nous a semblé essentiel pour parler des réseaux et du fonctionnement des groupes communautaires, sujets dont nous n'avons finalement pas parlé.

Le mot « réseau » entraîne beaucoup de fantasmes dans la société : il signifie les liens avec la mafia, surtout dans les pays de l'Est, la violence... Mais dans une signification plus commune, il est employé pour représenter un partenariat, un réseau familial...

Le mot « réseau » est donc apparu ambigu pour les participants de l'atelier. La définition du réseau ne serait pas une définition adéquate pour le phénomène prostitutionnel.

D'autres termes ont donc été proposés :

- « Filière »
- « Processus migratoire » : pour l'association Cabiria ce terme est plus objectif que le terme « réseau »
- « Système » pour désigner cet ensemble de personnes et de structures (terme proposé par l'Amicale Du Nid)
- « Exploitation » : terme qui est plus simple à définir.
- « Solidarité » : ce terme revient souvent lorsqu'on parle de prostitution pour aider ou faire vivre la famille au pays

La question est donc de savoir où se situe la solidarité et où commence l'exploitation.

Concernant le mot « proxénète », il entraînerait une vision des personnes prostituées étant sous influence de quelqu'un. Cela entraîne de la violence contre les personnes prostituées, même de la part de Français ou de jeunes.

Le caractère vague de ce terme et tous les fantasmes que cela engendre sont renforcés par la Loi de Sécurité Intérieure.

L'effet pervers de la LSI est qu'elle a créé une bonne et mauvaise prostitution. Il y a une stigmatisation des personnes prostituées.

Enfin, il est clair que les réseaux ont évolué avec la réalité, ils se sont adaptés aux politiques des différents pays. Les réseaux font peur et sont devenus péjoratifs depuis les flux migratoires. C'est comme le commerce, l'évolution du réseau est fonction de la société.

## SOMMAIRE

Introduction.....	3
Mot d'accueil.....	5
Vision européenne des changements du paysage prostitutionnel.....	7
Présentation des ateliers et évolution de la prostitution.....	10
La prostitution chinoise à Paris.....	14
Les leviers de l'autonomie des femmes.....	20
Prostitution et droits des personnes, la question de la migration.....	25
La prostitution des personnes transgenres à Paris.....	34
La prostitution des mineurs à Lille.....	37
La prostitution maghrébine à Marseille.....	42
La prostitution nigériane.....	48
La prostitution des femmes de l'Est.....	54
Atelier 1 - Evolution de la prostitution: la question du communautaire....	59
Atelier 2 - Communautaire et médiation culturelle.....	62
Atelier 3 - Réseaux et groupes communautaires.....	63

Merci à tous les participants pour leurs riches interventions qui nous permettent aujourd'hui d'éditer ces actes; et un grand merci à la maison des associations, à la ville de Marseille ainsi qu'à Terpan de nous avoir permis d'organiser cette rencontre.

